



Parc d'Affaires TGV Reims – Bezannes
67, rue Louis Néel – 51430 Bezannes

www.betalena.fr
contact@betalena.fr

Tél 03 26 86 77 22
Fax 03 26 47 46 05

EXPLOITANT

SNC FLOREPI

Pôle d'activité A26
02190 GUIGNICOURT

OPERATION

DOSSIER ICPE

Pôle d'activité A26
02190 GUIGNICOURT

DEMANDE D'ENREGISTREMENT

INDICE	DATE	MODIFICATIONS	EMISSION	CONTROLE
d	12/09/16	CORRECTIONS	AD	AD
a	04/06/14	COMPLEMENTS	AD	AD
b	12/02/16	COMPLEMENT REMARQUES DREAL	AD	AD
c	10/06/16	COMPLEMENT REMARQUES DREAL + MELANGE INGREDIENTS	AD	AD

AFFAIRE	PHASE	DOCUMENT	DATE
11018	ICPE	EE 01 01d	12/09/16

SOMMAIRE

1	INTRODUCTION	6
1.1	OBJET DU DOSSIER	6
1.2	PRESENTATION DU DOSSIER	6
1.3	REFERENCES REGLEMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIQUES	7
2	PRESENTATION DE L'ENTREPRISE	8
2.1	IDENTIFICATION DU DEMANDEUR	8
2.2	ANTERIORITE ADMINISTRATIVE	8
3	DEMANDE DE DEROGATIONS	9
3.1	DEROGATION AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 11	9
3.2	DEROGATION AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 13	11
3.2.1	<i>Surface des exutoires de fumée</i>	<i>11</i>
3.2.2	<i>Conformité des DENFC</i>	<i>11</i>
3.3	DEROGATION AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 17	11
3.4	DEROGATION AUX ARTICLES 29, 37, 40	12
4	LOCALISATION DE L'INSTALLATION	14
4.1.1	<i>Implantation</i>	<i>14</i>
4.1.2	<i>Environnement immédiat du site</i>	<i>15</i>
4.1.3	<i>Situation cadastrale</i>	<i>15</i>
5	NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES	16
5.1	DETAIL DES INSTALLATIONS CLASSEES	16
5.1.1	<i>Installations soumises à enregistrement</i>	<i>16</i>
5.1.2	<i>Activités soumises à déclaration</i>	<i>17</i>
5.1.3	<i>Activités non classées</i>	<i>17</i>
5.2	RECAPITULATIF DES INSTALLATIONS CLASSEES	19
5.2.1	<i>Tableau de synthèse des installations classées</i>	<i>19</i>
5.2.2	<i>Classement au titre de la loi sur l'eau</i>	<i>19</i>
5.2.3	<i>Classement au titre de la directive IED</i>	<i>19</i>
6	DESCRIPTION DES INSTALLATIONS	20
6.1	ORGANISATION DE L'ENTREPRISE	20
6.2	CONCEPTION GENERALE DU BATIMENT – LOCAUX A RISQUE	20
6.2.1	<i>Conception générale du bâtiment</i>	<i>20</i>
6.2.2	<i>Locaux à risque incendie</i>	<i>21</i>
6.2.3	<i>Définition des zones à risque d'explosion</i>	<i>22</i>
6.2.4	<i>Définition des zones à risque d'explosion liées au projet de mélange d'ingrédients</i>	<i>22</i>
7	PROCEDES DE FABRICATION	23
7.1	CAPACITE DE PRODUCTION	23
7.2	NOUVELLE INSTALLATION DE MELANGE DES INGREDIENTS	23
7.3	ORGANISATION DE LA PRODUCTION	24
8	MATIERES MISES EN ŒUVRE	27
8.1	MATIERES PREMIERES	27
8.2	PRODUITS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE	27
8.3	LES PRODUITS DE MAINTENANCE	28
8.4	FLUIDITES	29
9	CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES	30
9.1	CAPACITES TECHNIQUES	30
9.2	CAPACITES FINANCIERES	30

10	COMPATIBILITE DES INSTALLATIONS AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME.....	30
10.1	OCCUPATION DES SOLS	30
10.2	RESPECT DES PRESCRIPTIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS.....	30
11	EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000	33
11.1	PHASE 1 - ANALYSE DE L'ACTIVITE DU SITE VIS-A-VIS DE LA REGLEMENTATION	33
11.2	PHASE 2 - EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000.....	33
12	COMPATIBILITE DU PROJET AVEC CERTAINS PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES	35
12.1	CONTEXTE	35
12.2	LE SDAGE	35
12.2.1	<i>Contexte</i>	35
12.2.2	<i>Compatibilité avec les dispositions du SDAGE.....</i>	35
12.3	LE SAGE.....	36
12.3.1	<i>Contexte</i>	36
12.3.2	<i>Compatibilité avec les enjeux du SAGE.....</i>	36
12.4	LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE PPA.....	37
12.5	LE SCHEMA CLIMAT AIR ENERGIE	37
12.5.1	<i>Contexte</i>	37
12.5.2	<i>Qualité de l'air.....</i>	37
12.5.2.1	<i>Gaz à effets de serre.....</i>	37
12.5.2.2	<i>Polluants atmosphériques.....</i>	38
12.5.2.3	<i>Bilan de la qualité de l'air.....</i>	38
12.5.3	<i>Compatibilité des activités FLOREPI avec le schéma.....</i>	39
12.6	PROGRAMME D'ACTION POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES	40
12.6.1	<i>Contexte</i>	40
12.6.2	<i>Incidence du site étudié.....</i>	40
13	SITUATION DES INSTALLATIONS VIS-A-VIS DES ESPACES PROTEGES	41
13.1	ESPACES PROTEGES REPERTORIES	41
13.2	INCIDENCE DE L'ACTIVITE DU SITE DE FLOREPI SUR LES ZNIEFF LES PLUS PROCHES	42
13.2.1	<i>La ZNIEFF du lit mineur de l'Aisne</i>	42
13.2.2	<i>La ZNIEFF du cours de la Suippe</i>	42
14	LE PLAN D'ELIMINATION DES DECHETS DE L' AISNE	42
14.1	CADRE JURIDIQUE ET ORIENTATIONS	42
14.2	SITUATION DE L'ACTIVITE DE FLOREPI.....	43
14.2.1	<i>Les coproduits de fabrication</i>	43
14.2.2	<i>Les déchets d'emballage</i>	43
14.2.3	<i>Autres déchets.....</i>	43
15	EFFETS CUMULES	43
16	ANNEXE 1 - DOCUMENT JUSTIFIANT DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'INSTALLATION	45
16.1	TABEAU DE SYNTHESE DE LA CONFORMITE DE L'INSTALLATION	45
16.2	REJETS AQUEUX.....	71
16.2.1	<i>Eaux usées sanitaires.....</i>	71
16.2.2	<i>Eaux usées industrielles – situation actuelle</i>	71
16.2.3	<i>Rejets eaux usées industrielles en sortie de prétraitement.....</i>	72
16.2.4	<i>Installations de prétraitement projetées.....</i>	73
16.2.5	<i>Eaux pluviales.....</i>	73
16.3	REJETS ATMOSPHERIQUES.....	74
16.4	DECHETS.....	76
17	ANNEXES 2 ET SUIVANTES	77
2.	EXTRAIT DU BILAN FINANCIER DE LA SOCIETE	79
3.	REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME S'APPLIQUANT AU POLE D'ACTIVITES DE GUIGNICOURT.....	81
4.	FICHE SYNTHETIQUE DE L'UNITE HYDROGRAPHIQUE AISNE VESLE SUIPPE.....	83

5.	FICHE SYNTHETIQUE DE LA Z.N.I.E.F.F. DU COURS DE LA SUIPPE.....	85
6.	FICHE SYNTHETIQUE DE LA Z.N.I.E.F.F. DU LIT MINEUR DE L' AISNE	87
7.	CONTRAT D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS.....	89
8.	PLAN GENERAL DES STOCKAGES ET QUANTITES STOCKEES	91
9.	CONTRATS D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE L'OUTIL DE PRODUCTION.....	93
10.	RAPPORT DE MESURES DE BRUIT EN LIMITES DE PROPRIETE.....	95
11.	CARTE LOCALISANT LES ZONES REGLEMENTEES PAR DES ARRETES DE RESTRICTION D'EAU	97
12.	CONSIGNES DE NETTOYAGE.....	99
13.	RAPPORT DE VERIFICATION ELECTRIQUE.....	101
14.	AUTORISATION PROVISoire DE REJET DES EAUX USEES INDUSTRIELLES	103
15.	ARRETE DE D'AUTORISATION DE DEVRSEMENT - CONVENTION DE REJETS DES EAUX USEES INDUSTRIELLES (PROJET).....	105
16.	PROCEDURE « STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX »	107
17.	PROCEDURES ET CONSIGNES DE MAINTENANCE.....	109
18.	RECEPISSE DECLARATION RD/2012/152	111
19.	AVIS SDIS – CONFORMITE DE LA RESERVE INCENDIE.....	113
20.	CONSIGNES INCENDIE	115
21.	PLAN ET LISTE DES EQUIPEMENTS DE DETECTION INCENDIE	117
22.	NOTICES TECHNIQUES DES SEPARATEURS A HYDROCARBURES.....	119
23.	MESURES DES REJETS ATMOSPHERIQUES : SYNTHESE DES RESULTATS.....	121
24.	CONFORMITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES A L'ARTICLE 17 DE L'ARRETE DU 14/12/2013	123
25.	ANALYSE DES EAUX PLUVIALES.....	125
26.	MODELISATION DES FLUX THERMIQUES.....	127
27.	DEFINITION DES ZONES ATEX	129
28.	BON DE COMMANDE DU MATERIEL CONFORME AUX ZONES ATEX.....	131
29.	DESCRIPTION DES TROURS AEROREFRIGERANTES	133

1 INTRODUCTION

1.1 OBJET DU DOSSIER

La demande d'enregistrement s'inscrit dans le cadre d'une augmentation de la capacité de production de la SNC FLOREPI entraînant le changement de régime de classement de l'activité principale du site au titre de la rubrique 2220 – préparation de produits alimentaires d'origine végétale, actuellement soumise à déclaration – de la nomenclature des installations classées.

Elle présente également le projet de mise en service d'une installation de mélange des ingrédients, installation n'ayant pas d'impact sur le classement du site.

1.2 PRESENTATION DU DOSSIER

Conformément au titre livre V du code de l'environnement fixant les dispositions applicables aux installations soumises à enregistrement, le dossier se compose des pièces listées ci-dessous.

La demande d'enregistrement présentant :

- L'identité du demandeur,
- La localisation de l'installation,
- La description, la nature et le volume des activités ainsi que les rubriques de la nomenclature dont relève l'installation,
- Les capacités techniques et financières de l'exploitant,
- La justification de la compatibilité des installations avec les dispositions d'urbanisme,
- Analyse des effets cumulés
- L'évaluation des incidences Natura 2000, si le projet se situe dans une zone Natura 2000,
- Les éléments permettant d'apprécier la compatibilité du projet avec certains plans, schémas et programmes (par exemple : SDAGE, plans déchets...),
- L'indication de la situation géographique de l'installation par rapport à un parc national, un parc naturel régional, une réserve naturelle, un parc naturel marin ou un site Natura 2000,
- Le document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation.

Les pièces annexes contenant notamment :

- Un document justifiant les capacités techniques et financières de l'exploitant, en annexe 2,
- Les documents d'urbanisme, en annexe 3.

Sont joints au dossier les plans réglementaires :

- Plan de situation EG 01 01 au 1/25 000^{ème}
- Plan de situation cadastrale EG 01 02 au 1/2500^{ème} figurant un rayon de 100 mètres autour des installations
- Plan d'ensemble EG 01 03 au 1/200^{ème} figurant le rayon de 35 mètres autour des installations
- Plan de toiture EG 01 04 au 1/500^{ème} du site figurant les cantons de désenfumage et exutoires de fumée

1.3 REFERENCES REGLEMENTAIRES ET BIBLIOGRAPHIQUES

- Code de l'environnement – partie réglementaire - Livre V - Prévention des pollutions, des risques et des nuisances - Titre I : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
- Arrêté du 14/12/13 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement
- Guide 2220- grille précisant les justificatifs attendus à l'intention des industriels et des services d'inspection
- <http://installationsclassees.ecologie.gouv.fr>
- Plan local d'urbanisme de la commune
- <http://cartelie.application.developpement-durable.gouv.fr>
- SDAGE 2010 – 2015 du bassin Seine-Normandie
- SAGE
- Évaluation environnementale du 5è programme d'actions régional de la Directive Nitrates de la région Picardie - février 2014
- PPEDMA
- <http://www.atmo-picardie.com>
- Schéma climat air énergie de Picardie
- <http://www.picardie.developpement-durable.gouv.fr>
- <http://www.eau-seine-normandie.fr>
- <http://www.ville-guignicourt.fr>

2 PRESENTATION DE L'ENTREPRISE

2.1 IDENTIFICATION DU DEMANDEUR

La société FLOREPI est une entreprise de fabrication de pâtisseries industrielles surgelées à destination majoritairement de la grande distribution, mais également de la restauration commerciale et des réseaux spécialistes de la Boulangerie-Pâtisserie.

Raison sociale :	FLOREPI
Forme juridique :	Société en Nom Collectif
Signataire de la demande :	Monsieur Nicolas FISCHER, Directeur
Adresse du siège social :	Pôle d'activité A26
/adresse du site	BP36 02190 GUIGNICOURT
Téléphone :	03 23 25 79 48
Fax :	03 23 25 79 49
SIRET :	419 512 991 00011
Code APE :	1071A / Fabrication industrielle de pain et de pâtisserie fraîche
Effectif :	152 personnes en CDI
Rédaction du dossier :	Angélique DELOZANNE, S.A. ALENA

2.2 ANTERIORITE ADMINISTRATIVE

Jusqu'à présent, la SNC FLOREPI était soumise au régime de la déclaration pour son activité principale de fabrication de pâtisseries industrielles, relevant de la rubrique 2220 de la nomenclature des installations classées, son stockage de propane, son installation d'emploi d'ammoniac et ses installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air.

Les références des récépissés de déclaration sont les suivantes :

- RD/2007/098 du 14/08/1998
- RD/2010/126 du 23/12/2010
- RD/2012/152 du 29/11/2012

Le dernier récépissé de déclaration en joint en **annexe 18**.

En 2012, La capacité de production annuelle déclarée, correspondant à la quantité de produit entrant, était de 9 tonnes /jour.

La présente demande d'enregistrement entre dans le cadre d'une augmentation de la production sans modification de l'outil de fabrication. L'augmentation, qui s'est accentuée au cours des années 2014 et 2015, répond à la demande croissante du secteur de la pâtisserie surgelée et a été obtenue par l'optimisation de l'outil industriel.

La SNC FLOREPI a également un projet de mise en place d'un équipement de mélange des ingrédients à l'été 2016. Ce projet ne modifie pas les quantités de produits fabriqués. Les matières premières destinées aux mélanges remplaceront les matières premières actuellement achetées préparées.

3 DEMANDE DE DEROGATIONS

En application des dispositions de l'article R. 512-52 du code de l'environnement, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir accorder à la SNC FLOREPI les modifications des prescriptions générales de l'arrêté du 14/12/2013 applicables à son activité soumise à enregistrement au regard de la rubrique 2220 de la nomenclature des installations classées pour l'environnement pour les articles suivants :

- Article 11 portant sur les dispositions constructives
- Article 13 portant sur les dispositifs de désenfumage
- Article 17 portant sur les installations électriques dans les locaux frigorifiques
- Articles 29, 37, 40 portant sur les rejets en eaux usées en situation transitoire

3.1 DEROGATION AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 11

L'article 11 de l'arrêté du 14/12/2013 prévoit d'une part que les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu.

D'autre part, les locaux à risque incendie doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- ensemble de la structure a minima R 15
- les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 (B s3 d0 pour les locaux frigorifiques)
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3)
- ils sont isolés des autres locaux par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

Enfin, les locaux abritant le procédé visé par la rubrique 2220, le stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) correspondant à moins de deux jours de la production visée par la rubrique 2220 doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- ensemble de la structure a minima R 15
- les parois intérieures et extérieures sont de classe A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques)
- les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice BROOF (t3)
- toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 30 C munie d'un dispositif ferme-porte ou de fermeture automatique.

Situation actuelle :

La construction des locaux de la SNC FLOREPI est antérieure à la publication de l'arrêté du 14/12/2013. La structure métallique des bâtiments conçus en panneaux sandwichs ne respecte pas les points suivants :

- Indépendance des charpentes entre les locaux
- Classement R15

Pour la résistance au feu, les parois des locaux Florepi 1 ne sont pas classées Bs3d0 pour :

- Les locaux de production,
- La chambre froide tampon,
- Les locaux de stockage des matières premières réfrigérées et des matières sèches côté production,
- La chambre froide n°1 de stockage des produits finis.

Pour Florepi 1 et 2, les portes ne sont pas EI2 30 C dans les locaux de production.

Les toitures ne sont pas de classe et d'indice Broof (t3)

Les locaux de stockages supérieurs à 2 jours de production (chambres froides produits finis, chambre froide tampon Florepi 1, stockages de matières premières dans les locaux à proximité de la production Florepi 1 et 2) ne sont pas REI 120.

La porte extérieure du quai du stockage de matières premières – produits finis n'est pas EI2 120C.

Au niveau de Florepi 1, quatre zones peuvent présenter des risques particuliers en cas d'incendie par la quantité ou la qualité des produits stockés.

- 1- Le local de stockage des arômes, liquides inflammables
- 2- la chambre froide tampon
- 3- la zone emballage
- 4- la zone de stockage journalier

Ces trois dernières zones accueillant des stockages de matières combustibles, une étude des flux thermiques a été menée pour chacune d'entre-elles (voir en **annexe 26**). Les cartographies présentent les rayons pour les flux thermiques de 8 kW/m², 5 kW/m² et 3 kW/m².

Selon l'arrêté du 22/10/04 relatif aux valeurs de référence de seuils d'effets des phénomènes accidentels des installations classées, les valeurs de référence à prendre en compte pour les effets sur les structures sont :

- 5 kW/m² : seuil des destructions de vitres significatives
- 8 kW/m² : seuil des effets domino et correspondant au seuil de dégâts graves sur les structures

Conclusions de l'étude :

Les flux thermiques calculés ne sortent pas des limites du site.

Les stockages en chambres froides de produits finis sont protégés des locaux de production par le mur REI 120 mis en place en 2015.

Pour les 3 zones étudiées, le flux de 8 kW/m², seuil des effets dominos, n'atteint pas les stockages de matières premières localisés à proximité de la production.

Pour le scénario d'incendie dans le stockage journalier, le stockage de gaz liquéfié peut se trouver exposé à un flux thermique entre 3 et 5 kW/m² mais ne sera pas atteint par le seuil des effets dominos tel que défini dans l'arrêté du 22 octobre 2004.

De plus, la SNC FLOREPI dispose des moyens incendie nécessaires pour la mise en œuvre des secours. En cas d'incendie à proximité, la cuve de propane sera arrosée en continu afin de maintenir sa température.

Mesures compensatoires :

En raison du caractère inflammable des arômes, les parois du local de leur stockage seront recouvertes de panneaux A2s1d0 et EI 120. La communication avec les autres locaux se fera par une porte EI 120C (Budget : 18.000 €HT ; délai : juillet 2016)

L'aménagement d'un mur REI 120 a été mis en place entre les bâtiments de production et les stockages.

Les dispositifs pour l'intervention des secours (réserves incendie, accès, voiries...) ont été mis en place avec la collaboration du SDIS de l'Aisne qui est intervenu en amont, pendant les travaux et en phase réception de ces derniers. La SNC FLOREPI a mis en place des consignes efficaces en cas de départ de feu et effectue annuellement des exercices encadrés par un prestataire spécialisé.

Le budget des travaux pour le mur coupe-feu et la réserve incendie s'élève à 275.000 € HT.

3.2 DEROGATION AUX PRESCRIPTION DE L'ARTICLE 13

3.2.1 Surface des exutoires de fumée

L'article 13 prévoit que la surface utile de l'ensemble des exutoires de fumée ne soit pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage pour les locaux à risque incendie non réfrigérés.

Situation actuelle :

Les locaux à risque incendie non frigorifiques du site sont :

- le stockage cartons (Florep 3),
- le stockage matières premières et emballages (Florep 3),
- le local produits d'entretien, non concerné par le désenfumage car sa surface est inférieure à 100 m².

La surface des DENFC des stockages est de 6 m² par local. Cette surface correspond à :

- stockage matières premières = 1,6% de la surface du local
- stockage cartons = 1,6% de la surface du local.

Les activités de stockage ne sont pas classées au regard de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. Les locaux sont antérieurs à la publication de l'arrêté du 14/12/13 réglementant les installations soumises à enregistrement sous la rubrique 2220 et l'arrêté ministériel pour les installations soumises à déclaration de la même rubrique ne prend pas en compte la conception des stockages.

Mesures compensatoires :

Le site est équipé d'une détection automatique reliée à une télésurveillance afin de permettre l'intervention rapide des secours.

Les locaux de stockage cités ci-dessus (Florep 3) sont REI 120.

3.2.2 Conformité des DENFC

Selon l'article 13, les DENFC doivent être installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008.

Ils présentent les caractéristiques référencées dans la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003.

Situation actuelle :

Les DENFC sont conformes aux normes en vigueur au moment de leur mise en place. Leurs systèmes d'ouverture sont de type B. Les classes de fiabilité, surcharge neige et d'exposition à la chaleur sont antérieures à la publication de l'arrêté.

Mesures compensatoires :

Les DENFC sont vérifiés selon la réglementation en vigueur.

3.3 DEROGATION AUX PRESCRIPTIONS DE L'ARTICLE 17

L'article 17 prévoit lorsque les matériaux du local ne sont pas A2s1d0 :

- Les câbles électriques traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme.
- Les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant.
- Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau. Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux.

- Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité.

Situation actuelle :

Un état de la conformité par rapport à ces points a été réalisé par la société VERITAS (voir en **annexe 24**). Très peu de points sont conformes car l'ensemble des installations et locaux du site est antérieur à la publication de l'arrêté.

La mise en conformité demanderait une réfection totale de l'ensemble des circuits, ce qui n'est techniquement et économiquement pas réalisable.

La mise en conformité impliquerait un dé-câblage total du TGBT **FLOREPI 3** qui se révèle impossible car les chambres froides à -23°C sont en fonctionnement permanent. Les travaux nécessiteraient de vider les chambres froides dans lesquelles sont actuellement stockées de 1.500 à 2.200 palettes.

L'ensemble du réseau de fibre optique interne de l'usine traverse les cloisons sans tubes IRO. Le dé-câblage / re-câblage nécessiterait de rénover entièrement le réseau.

Un dé-câblage / re-câblage de l'ensemble des lampes des chambres froides nécessiterait un travail à la nacelle par -23°C à 10 mètres de haut.

L'ensemble des commandes des portes sectionnelles devraient être démontées / remontées pour respecter la distance par rapport aux murs.

La rénovation électrique complète nécessiterait un budget d'environ 200.000 € HT.

Mesures compensatoires :

Les installations électriques sont conformes aux normes en vigueur, vérifiées annuellement et les non-conformités sont levées dans les délais réglementaires.

Les locaux accueillant un stockage de liquides inflammables (local arôme, local produits d'entretien, local matières premières) sont conçus (ou vont être réaménagés pour le local arômes) avec des parois A2s1d0 et coupe-feu 2h00.

L'ensemble des bâtiments est équipé d'un système de détection incendie centralisé relié à une télésurveillance 24h/24.

3.4 DEROGATION AUX ARTICLES 29, 37, 40

L'article 29 prévoit la mise en place d'un dispositif de prétraitement des effluents comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage ou toute autre solution de traitement.

L'article 37 fixe les limites de concentration, température et pH devant être imposées à l'effluent à la sortie de l'installation avant raccordement à une station d'épuration urbaine suivantes :

- MEST : 600 mg/l
- DBO5 : 800 mg/l
- DCO : 2 000 mg/l
- azote global (exprimé en N) : 150 mg/l
- phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l
- température des effluents rejetés : inférieure à 30 °C
- pH compris entre 5,5 et 8,5 en l'absence de neutralisation alcaline.

Toutefois, les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration ainsi que du système de traitement des boues n'est pas altéré par ces dépassements.

L'article 40 préconise, si une indisponibilité des installations de traitement et/ou de prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, la prise par l'exploitant des dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.

Situation actuelle :

- Non-conformité par rapport à l'article 29 : un dispositif de décantation des eaux usées industrielles avait été mis en place. Il se révèle totalement inefficace. Les effluents ne transiteront plus par cette installation à la mise en place du prétraitement.
- Non-conformité par rapport à l'article 37 : les rejets industriels de l'usine sont très supérieurs aux seuils réglementaires. La SNC FLOREPI a demandé une étude à un bureau spécialisé pour effectuer des analyses des rejets au niveau du site et à l'entrée de la station d'épuration communale afin d'évaluer l'impact de ses rejets sur cette dernière. Les résultats de l'étude sont présentés dans le chapitre rejets aqueux – paragraphe 14-2-2.
La station d'épuration communale a aujourd'hui la capacité de traitement pour les rejets FLOREPI. Néanmoins, la teneur en matières grasses des rejets demande un nettoyage régulier des pompes de relevage du réseau communal et la STEP ne sera pas en capacité de continuer de traiter les effluents de FLOREPI en cas d'augmentation de la population.
- Situation par rapport à la prescription de l'article 40 : actuellement, il n'y a pas de prétraitement efficace disponible sur le site étudié.
La SNC FLOREPI bénéficie d'une autorisation de rejet provisoire pour ses effluents actuels et d'un arrêté d'autorisation de rejet fixant les limites des flux journaliers de pollution applicable à partir de la mise en fonctionnement du prétraitement en cours de réalisation.

Mesures compensatoires :

Le projet de prétraitement des eaux usées industrielles sur le site de FLOREPI est en phase appel d'offre et les travaux devraient commencer en septembre 2016.

La réalisation du projet demande des étapes de préparation dont les délais sont incompressibles : comparatif des offres, négociation, analyse, mise au point des marchés avant dépôt pour instruction du dossier par l'agence de bassin. Après ces phases de préparation aboutissant à l'accord par l'agence de bassin, l'exécution des travaux pourra commencer. La durée des travaux reste en partie dépendante des intempéries.

Dans ces conditions, les installations devraient être au plus tard livrées début mars 2017. La mise au point des réglages demande un mois supplémentaire.

Coût des études préparatoires : 18.650 € HT

Estimation du coût des travaux : 476.940 € HT

Estimation du montant des subventions : 200 000 € HT

4 LOCALISATION DE L'INSTALLATION

4.1.1 Implantation

Le site est implanté sur la commune de Guignicourt dans le département de l'Aisne (02), au carrefour des départements des Ardennes et de la Marne. Entourée par les communes de Condé-sur-Suippe, Prouvais et Variscourt, Guignicourt se situe à 25 km de Reims, 34 km de Laon et 51 km de Soissons. L'échangeur « Chemin des Dames » offre un accès à l'autoroute A26 Calais-Reims-Dijon à 4 km par route.

Le territoire communal s'étend sur 17,7 km². La commune compte 2 131 habitants depuis le dernier recensement de la population.

Guignicourt est une commune rurale offrant les services de proximité tels que gendarmerie, déchetterie, services de santé, écoles, commerces, équipements sportifs, camping,...

Le pôle d'activités du Champ Rolland, situé en périphérie ouest à 1,4 km à vol d'oiseau de l'accès autoroutier, concentre une dizaine d'activités autour de l'agroalimentaire, de l'industrie du bois, du machinisme agricole et du bâtiment. Il accueille également les services à la population tels que la gendarmerie, la déchetterie et les services de voirie.



Données cartographiques Google 2016

4.1.2 Environnement immédiat du site

- **Au nord** Parcelles disponibles du pôle d'activité, actuellement en culture,
Société Soc Matériaux Graves Traites (fabrication de béton prêt à l'emploi)
- **Au sud** Rue de Mauchamp, cultures
- **A l'est** Rue du Champ Roland, Sociétés TISSMETAL (Fabrication de matériel de levage et
manutention) et HDM LAFORGE (fabrication de matériel agricole et forestier),
- **A l'ouest** Société PRIMAULT (concessionnaire de matériel agricole), scierie TRIPETTE, cultures.

4.1.3 Situation cadastrale

Références cadastrales du site de FLOREPI : parcelles n°68, 99, 115, 122, 123 de la section ZV.
L'emprise cadastrale est représentée sur le **plan EG 01 02** joint au dossier.

5 NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

Les installations classées sont localisées sur le **plan d'ensemble EG 01 03** joint au dossier.

5.1 DETAIL DES INSTALLATIONS CLASSEES

5.1.1 Installations soumises à enregistrement

- **Rubrique 2220 – Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc... à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes**

L'activité principale du site est la fabrication de pâtisseries industrielles.

La circulaire du 14/06/94 relative aux installations classées pour la protection de l'environnement sur la refonte de la nomenclature recommande de prendre en compte les établissements de pâtisserie industrielle dans la rubrique 2220 de la nomenclature.

Le process fonctionne sur trois lignes de production : une ligne pâte à choux, une ligne mini-pâtisseries et une ligne tartelettes.

Les pâtisseries sont cuites à l'aide de onze fours rotatifs et d'un tunnel de cuisson. En fin de fabrication, les pâtisseries sont surgelées avant stockage.

Les produits entrant dans la fabrication des pâtisseries sont d'origine :

- Minérale : eau, sel
- Organique : arômes
- Végétale : farine et mixs, nappage et fondant, ganache et pralin, fruits
- Animale : produits laitiers et corps gras, ovoproduits

En 2015, le tonnage journalier produit a été de 15 tonnes, correspondant à 19,5 tonnes de produits entrants.

Les quantités maximales en tonnes de produits entrants sont récapitulées dans le tableau suivant :

Origine minérale		Origine végétale		Origine animale		Autres	
Eau	1183	Farine et mixs	1831	Produits laitiers et corps gras	1094	Arômes	17
		Nappages et fondants	641	Ovoproduits	762	Divers	23
		Fruits fourrages	239				
		Ganaches et pralins	20				
Sous-total	1183	Sous-total	2731	Sous-total	1856	Sous-total	40
TOTAL		5810					

La quantité annuelle maximale de produits entrants est estimée à 5810 tonnes sur 236 jours de production, soit **29 tonnes par jour de produits entrants, pour 25 tonnes de produits finis**.

L'installation est soumise à enregistrement au regard de la rubrique 2220.

5.1.2 Activités soumises à déclaration

- **Rubrique 2921- Installations de refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle**

Les besoins en réfrigération correspondent aux postes à température positive (4/8°C) d'une puissance frigorifique équivalente à 830 kW et aux postes à températures négatives (-23°C) d'une puissance frigorifique de 270 kW.

La puissance thermique évacuée totale maximale étant de 1100 kW, inférieure à 3 000 kW, **l'installation est soumise à déclaration.**

- **Rubrique 4718 – Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (Ancienne rubrique 1412 - Stockage en réservoirs manufacturés de gaz inflammables liquéfiés)**

L'unité de production utilise le propane pour l'alimentation en énergie de ses fours et de sa chaudière. Le propane est stocké à l'extérieur des bâtiments dans deux cuves aériennes de 7,30 m³ pour FLOREPI 1 et 29,85 m³ pour FLOREPI 2.

La quantité stockée sur le site est 37,15 m³, correspondant à **19 tonnes.**

L'installation est soumise à déclaration.

- **Rubrique 4735 - 2 – Ammoniac (ancienne rubrique 1136 B c – Emploi d'ammoniac)**

Les récipients contenant l'ammoniac ont une capacité unitaire inférieure à 50 kg.

La quantité présente dans l'installation de production de froid est de **450 kg** d'ammoniac.

L'installation est soumise à déclaration.

- **Rubrique 4802-2-a - Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés visés par le règlement (CE) n° 842/2006 : Equipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg,**

Les installations de réfrigération du site concernées par la rubrique fonctionnent au R404A, gaz à effet de serre fluoré, non inflammable.

La quantité cumulée de fluide présente dans les installations est de 720 kg. Le détail est précisé dans le tableau du paragraphe 4-1-4-Fluidités.

L'installation est soumise à déclaration.

5.1.3 Activités non classées

- **Rubrique 2260-2 - Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux**

Les nouvelles installations seront destinées au mélange du sucre glace, de la poudre de lait 0% et de l'amidon modifié de pomme de terre. Elles comprendront une trémie de vidange des sacs, un mélangeur et un poste de conditionnement.

La puissance électrique totale des nouvelles installations sera de 14,2 kW, inférieure à 100 kW.

L'activité ne sera pas classée.

▪ **Rubrique 2910 – Installations de combustion fonctionnant au gaz**

Les installations de combustion mises en œuvre sur le site fonctionnent au gaz propane et sont de 2 types.

1. Les fours de cuisson :
 - 3 fours rotatifs Florepi 1, de puissance absorbée unitaire de 110 kW, soit 330 kW au total,
 - 8 fours rotatifs Florepi 2, de puissance absorbée unitaire de 110 kW, soit 880 kW au total,
 - 1 four tunnel Florepi 1 d'une puissance de 126 kW.
2. La chaudière, d'une puissance de 350 kW, servant à la production d'eau chaude pour le process, d'eau chaude sanitaire et pour le dégivrage.

La puissance absorbée totale est de 1686 kW

L'installation, d'une puissance absorbée inférieure à 2 MW, n'est pas classée.

5.2 RECAPITULATIF DES INSTALLATIONS CLASSEES

5.2.1 Tableau de synthèse des installations classées

Activité	Description	Régime
2220 - Préparation de produits alimentaires d'origine végétale	Quantité de produit entrant = 29 tonnes /jour > 10 t / j	E
2921 - Installations de Refroidissement évaporatif par dispersion d'eau dans un flux d'air généré par ventilation mécanique ou naturelle	Puissance thermique évacuée = 1100 kW < 3000 kW	DC
4718 - Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2	Quantité = 19 tonnes < 50 tonnes	DC
4735-2 –Ammoniac	Quantité = 450 kg (< 5 tonnes)	DC
4802-2-a - Emploi dans des équipements clos en exploitation de gaz à effet de serre fluorés	Quantité présente dans les équipements frigorifiques ou climatiques de capacité unitaire supérieure à 2 kg = 720 kg > 300 kg	DC
2260-2 - Broyage, concassage, criblage,... des substances végétales et de tous produits organiques naturels	Puissance installée = 14,2 kW < 100 kW	NC
2910 – Installations de combustion fonctionnant au gaz	Puissance absorbée = 1686 kW <2 MW	NC

A : régime d'autorisation – **E** : régime d'enregistrement – **D** : régime de déclaration – **DC** : régime de déclaration soumis à contrôle périodique prévu à l'article L512-11 du code de l'environnement – **NC** : non classé.

5.2.2 Classement au titre de la loi sur l'eau

Le site de FLOREPI n'est pas classé au titre de la loi n° 2006-1772 du 30 décembre 2006 sur l'eau et les milieux aquatiques.

5.2.3 Classement au titre de la directive IED

La directive 2010/75/UE relative aux émissions industrielles, appelée directive IED, réunit en un seul texte sept directives distinctes relatives aux émissions industrielles dans lequel les BREF (Best available techniques REference document) deviennent la référence obligatoire pour la détermination des conditions d'autorisation.

Les BREF sont des documents de référence issus du travail entre états membres de l'union européenne et définissant les meilleures technologies disponibles (MTD) pour des secteurs industriels et agricoles donnés.

La capacité maximale de production de la SNC FLOREPI n'atteint pas le seuil défini en annexe I de la directive IED, paragraphe 6-b-iii-Traitement et transformation de matières premières animales et végétales, aussi bien en produits combinés qu'en produits séparés, sa capacité de production, exprimée en tonnes de produits finis par jour, étant inférieure à 75 tonnes.

La SNC FLOREPI n'est pas soumise à cette directive.

6 DESCRIPTION DES INSTALLATIONS

6.1 ORGANISATION DE L'ENTREPRISE

La société FLOREPI élabore et fabrique une large gamme de pâtisseries traditionnelles sucrées, cuites et surgelées.

La production s'organise sur 5 jours par semaine en 3X8, 24 h /24. Les lignes Florepi 1 fonctionnent avec 2 ou 3 équipes et la ligne Florepi 2 avec 2,5 équipes en moyenne.

Les horaires de production sont les suivantes : 4h-12h, 12h-20h, 20h-4h.

6.2 CONCEPTION GENERALE DU BATIMENT – LOCAUX A RISQUE

6.2.1 Conception générale du bâtiment

La construction de l'usine s'est déroulée en plusieurs phases autour desquelles s'organisent l'activité principale (production) et les activités connexes de stockage de matières premières, produits finis et emballages.

Florepi 1 correspond à l'usine existante au moment de son acquisition en 1998 par la SNC FLOREPI. Elle regroupe :

- Une ligne de production mini-pâtisseries
- Une ligne de production tartelettes
- Une chambre froide de stockage tampon (réalisation en 1998)
- L'économat : stockage de matières premières inflammables (arômes).

Florepi 2 correspond à l'extension de la production et du stockage emballages réalisée en 2007 :

- Une ligne pâte à choux
- Le projet d'installation de mélange des ingrédients est prévu dans cette partie de l'usine.

Florepi 3 correspond aux locaux de stockage et d'expéditions :

- Chambre froide n°1 de stockage de produits finis (réalisation 2003)
- Le stockage de matières premières et emballages (réalisation en 2003)
- Les quais d'expédition (réalisation 2003)
- Le stockage de matières premières et emballages (réalisation 2007)
- Chambre froide n°2 de stockage des produits finis (réalisation 2012)
- Chambre froide expédition et quais supplémentaires (réalisation 2012).

L'ensemble des locaux est à simple rez-de-chaussée.

La destination des différents locaux, leurs surfaces et les liaisons entre locaux sont représentées sur le plan d'ensemble EG 01 03 joint au dossier.

La conception générale du bâtiment est la suivante :

- ossature : profil métallique
- charpente : métallique
- couverture : bac acier
- bureaux : maçonnerie parpaings 20 cm + isolation
- Salles des machines (production froid) : maçonnerie parpaings 20 cm REI 120

Les passages de gaines, canalisation et câbles électriques ont été calfeutrés avec des matériaux de même caractéristiques que les parois.

Les cantons de désenfumage, représentés sur le plan de toiture EG 01 04, sont délimités par les parois des locaux et sont de même constitution que ces derniers :

- parpaings autour des bureaux et salles des machines,

- panneaux isothermes B s3 d0 pour les parois de l'usine Florepi 2 et les chambres froides n°2 et expédition
- panneaux isothermes A2 s1 d0 pour les parois du stockage cartons et du stockage de matières premières
- panneaux isothermes pour Florepi 1 et la chambre froide n°1

Un mur REI 120 a été mis en place entre le bâtiment production et le bâtiment stockages (Voir plan d'ensemble EG 01 03).

Le stockage des matières premières et emballages est organisé dans des locaux dédiés. Dans la zone de conditionnement, le volume d'emballages stockés correspond aux besoins d'une journée de production, soit 80 m³.

Les matières premières sont amenées en zone production en fonction des recettes. Il n'y a pas de stockage de matières premières en zone production.

Les locaux de production ne sont pas considérés comme à risque incendie au regard du présent arrêté. Après conditionnement, les produits finis, surgelés, sont directement stockés en chambre froide négative à -23°C.

Le plan général des stockages et le tableau récapitulatif des quantités stockées sont joints en **annexe 8**.

6.2.2 Locaux à risque incendie

Selon l'arrêté du 14/12/2013, les locaux à risque incendie sont définies par :

- Les parties de l'installation recensées sous la responsabilité de l'exploitant qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre,
- Les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) abritant plus que la quantité produite ou utilisée en deux jours par l'installation relevant de la rubrique 2220.

Pour le site étudié, les locaux à risque incendie sont :

N°	LOCAL	PROPRIETES DES PRODUITS STOCKES	CONCEPTION
1	Stockage produits entretien	Inflammable	Murs parpaings A2s1do EI 120 Porte EI 120C
2	Local stockage arômes	Inflammable	Panneaux sandwich laine de roche A2s1d0 EI 120, porte EI2 120 C
3	Local stockage matières premières - emballages	Zone produits d'entretien inflammables + Combustible	Murs parpaings A2s1do REI 120 Porte EI 60C vers le stockage cartons Portes de quais non coupe-feu ; porte EI 120C vers l'extérieur et vers le SAS
4	Local stockage cartons	Combustible	Murs parpaings A2s1do REI 120 Portes intérieures EI 60 C vers le stockage matières premières-emballages et vers le local charge batteries ; porte EI 120C vers l'extérieur ; porte de quai intérieure EI 120C
5 - 6	Stockages produits finis	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Bs3d0 pour la chambre froide n°2 et l'expédition Parois séparatives des locaux de

			stockage des emballages et matières premières REI 120 ; portes EI 120C Mur séparatif avec les locaux de production REI 120 ; porte EI 120C
7	Chambre froide tampon Florepi 1	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Porte non coupe-feu
8	Stock matières premières froid positif Florepi 2	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Bs3d0 Porte non coupe-feu
9	Chambre froide margarine Florepi 1	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Porte non coupe-feu
10	Local œufs Florepi 1	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Porte non coupe-feu
11	Matières premières sèches Florepi 2	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Bs3d0 Porte non coupe-feu
12	Matières premières froid négatif Florepi 1	Combustible	Panneaux âme polyuréthane Porte non coupe-feu

6.2.3 Définition des zones à risque d'explosion

La définition des zones à risque d'explosion gaz / vapeur s'effectue selon les critères suivants :

Zone 0 : Emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est présente en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment.

Zone 1 : Emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal.

Zone 2 : Emplacement où une atmosphère explosive consistant en un mélange avec l'air de substances inflammables sous forme de gaz, de vapeur ou de brouillard n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée.

Aucune zone 0 n'a été recensée sur le site étudié. Les zones à risque d'explosion 1 et 2 sont indiquées sur le plan général des stockages joint en **annexe 8**.

6.2.4 Définition des zones à risque d'explosion liées au projet de mélange d'ingrédients

Le décret du 19 novembre 1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible définit les zones à risque d'explosion de poussières de la manière suivante :

Zone 20 : Emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence, pendant de longues périodes ou fréquemment.

Zone 21 : Emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se présenter occasionnellement en fonctionnement normal.

Zone 22 : Emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se présenter en fonctionnement normal, ou, si elle se présente néanmoins, elle n'est que de courte durée.

La définition des zones ATEX a été réalisée par un bureau spécialisé (**annexe 27**) ; le bon de commande des matériels ATEX est joint en **annexe 28**.

Zones 21	Intérieur des équipements, du vide sac, des canalisations de transport pneumatique, du système d'extraction de la poussière. 1 m autour du vide sac jusqu'au sol.
Zones 22	local dédié au mélange et à l'ensachage 1 m autour des portes jusqu'au sol

7 PROCEDES DE FABRICATION

7.1 CAPACITE DE PRODUCTION

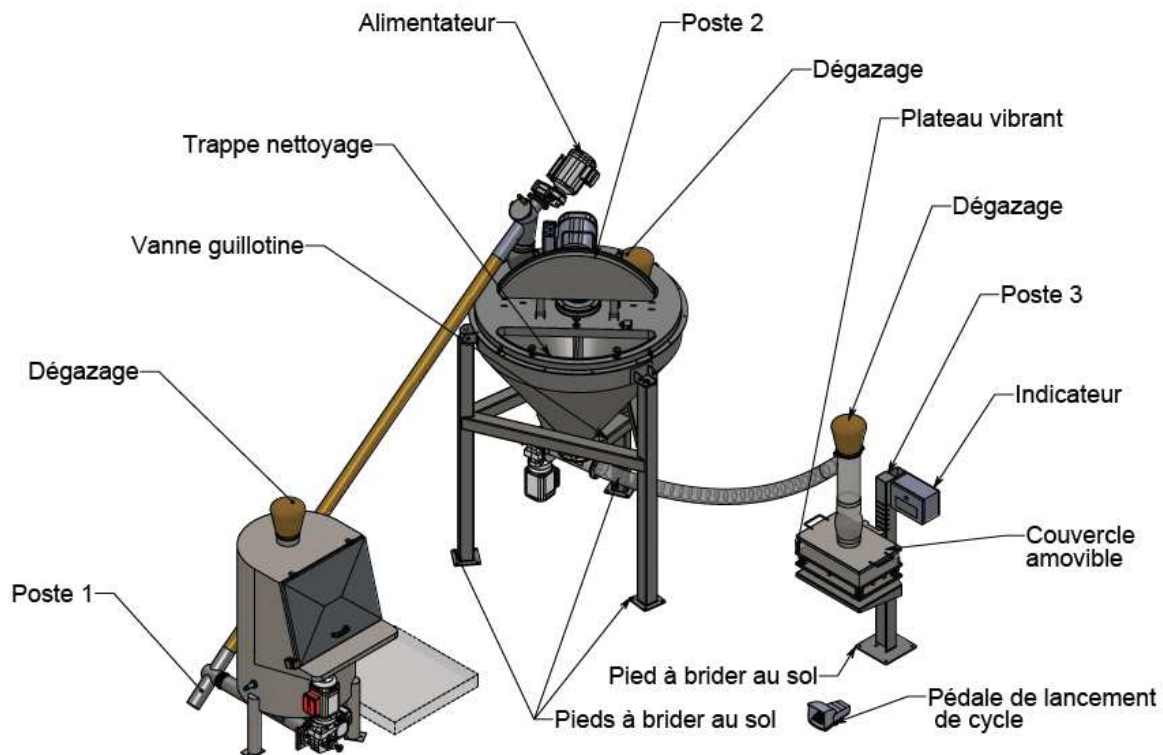
La capacité de production maximale théorique est de 25 tonnes de produits finis par jour.

7.2 NOUVELLE INSTALLATION DE MELANGE DES INGREDIENTS

La nouvelle installation de mélange mettra en œuvre les matières premières suivantes : sucre glace, amidon modifié de pomme de terre et poudre de lait 0%.

Elle sera dimensionnée pour le mélange de 1 à 3 tonnes/jour.

Les sacs seront vidés dans une trémie (poste 1 sur le schéma ci-après). Les matières seront acheminées dans un local dédié vers le mélangeur de 500 litres (poste 2) via une vis sans fin. Une liaison en inox relie le mélangeur au poste de conditionnement (poste 3).



Les installations seront équipées d'un système d'aspiration des poussières aboutissant à un filtre à décolmatage implanté à l'extérieur des locaux.

Les zones à risque d'explosion de poussières ont été répertoriées par un organisme spécialisé. Dans ces zones, l'ensemble des installations sera conforme au décret du 19/11/1996 relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible.

Les zones ATEX sont répertoriées sur le plan général des stockages joint en **annexe 8**.

7.3 ORGANISATION DE LA PRODUCTION

L'organisation des flux de matières est conditionnée par le respect de la méthode HACCP et du principe de la « marche en avant ».

Les matières premières sont stockées dans des locaux à froid régulé ou non, en fonction de leur nature et de leur utilisation :

- Chambres à froid régulé positif pour les œufs, le beurre et la margarine, l'huile et les arômes
- Chambres à froid négatif pour les fruits surgelés
- Locaux de stockage à température ambiante pour les produits secs (farine, sucre, poudres d'amandes, de cacao...)

En amont de la production, les matières premières sont décartonnées et déboîtées dans des locaux spécifiques.

Les matières premières sont versées manuellement dans les pétrisseurs et mélangeurs.

Les pâtes à choux sont dressées puis dirigées vers les fours :

- 3 fours pour la cuisson des minis pâtes à choux (Florep1 1),
- 8 fours rotatifs pour les pâtes à choux (Florep1 2).

Après refroidissement naturel, les pâtes à choux sont garnies par multi-injections. Elles sont ensuite déposées sur les plateaux de conditionnement, glacées manuellement pour les minis, puis décorées. Elles sont refroidies dans les surgélateurs, emballées et conditionnées avant stockage en chambre à -23°C.

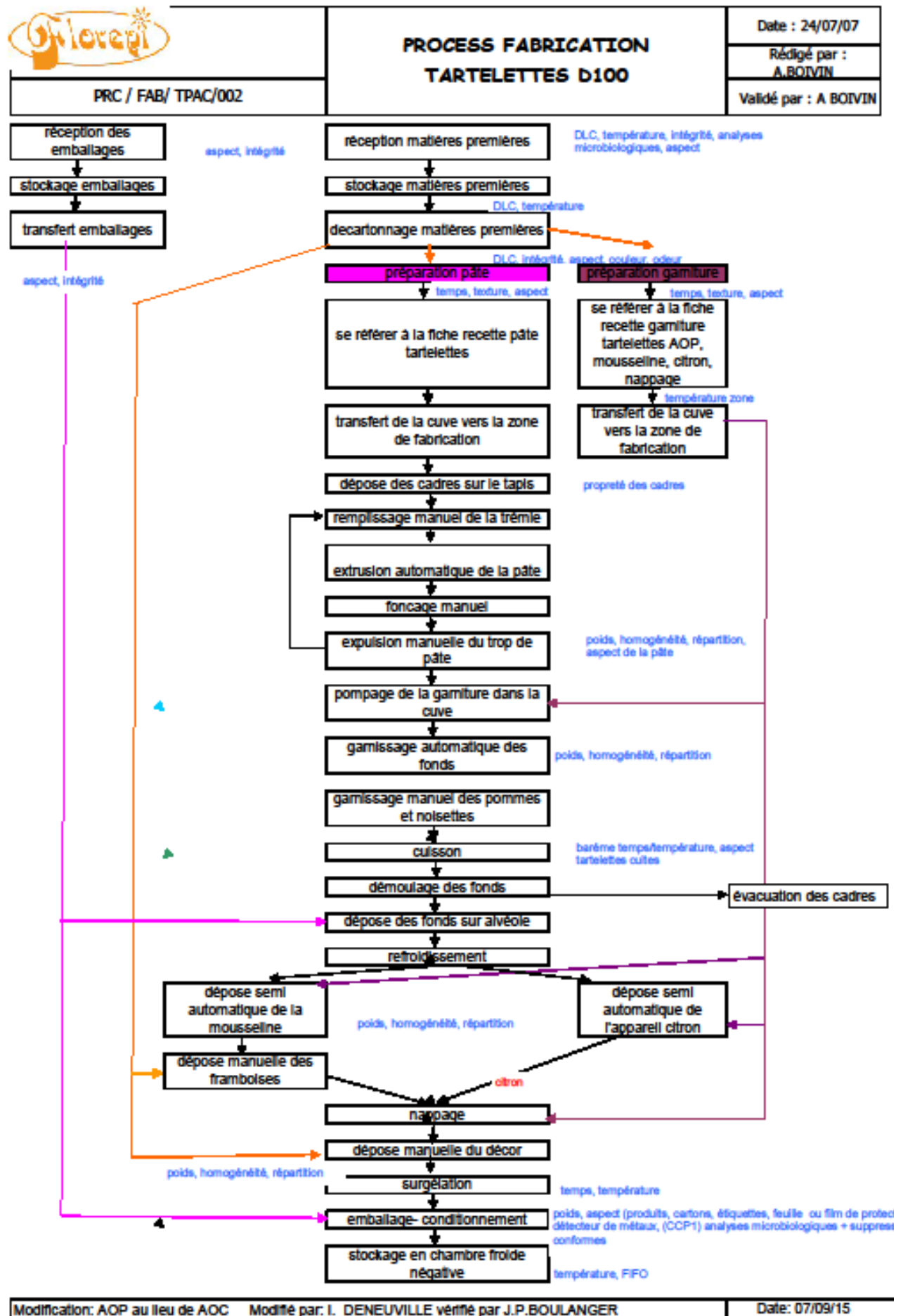
Les pâtes à tartes sont extrudées puis mises en forme par laminage avant d'être cuites dans le four tunnel (Florep1 1). En sortie de four, elles passent dans le refroidisseur à air soufflé à 4°C avant d'être nappées, garnies et décorées.

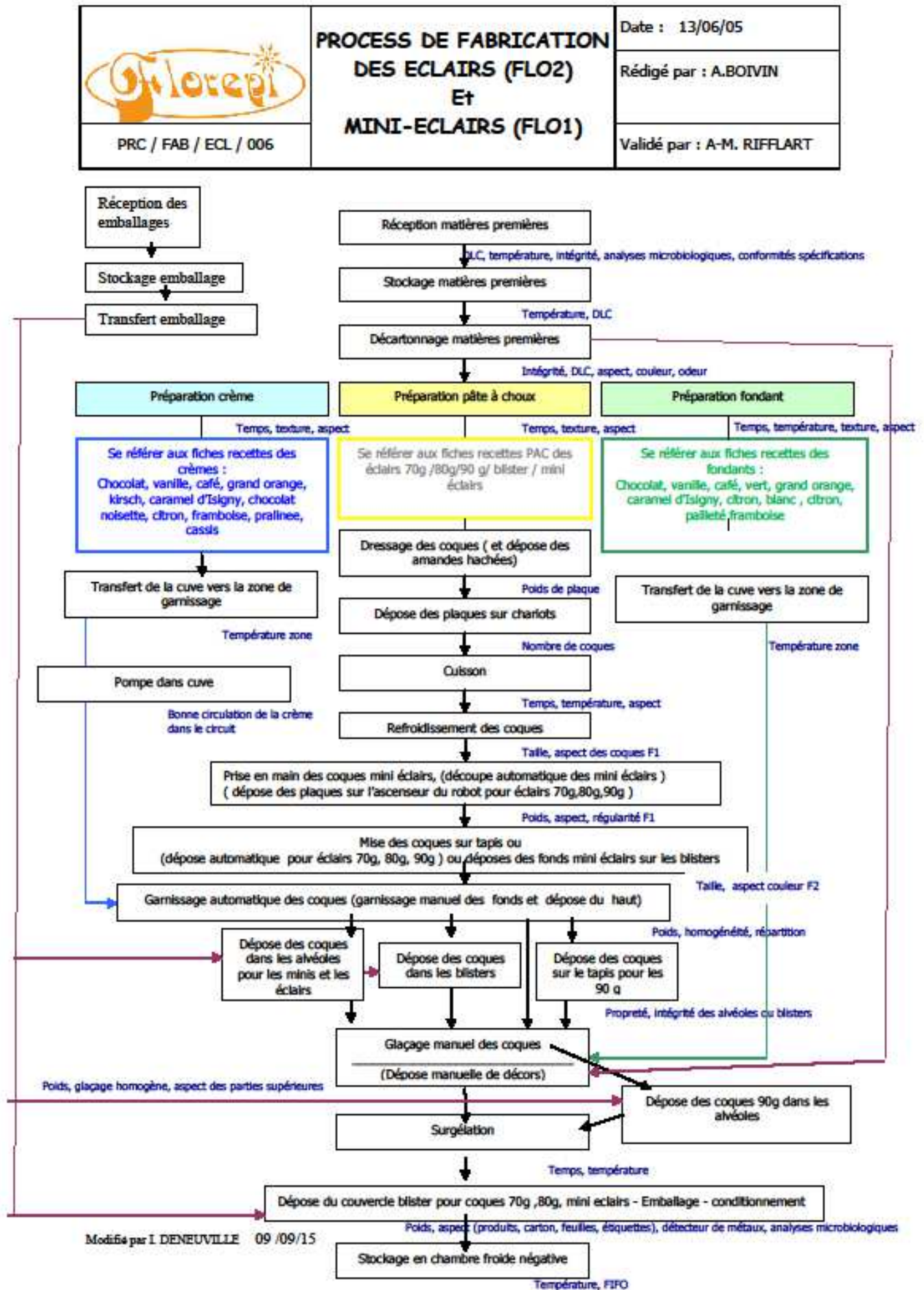
Les tartelettes traversent ensuite le surgélateur avant emballage.

Les pâtisseries sont disposées sous blisters. Ces derniers sont conditionnés en cartons puis mis sur palettes pour être stockés en chambre froide négative (-23°C).

Les palettes sont préparées en zone de froid négatif et filmées avant expédition.

Les diagrammes de fabrication sont joints en pages suivantes.





8 MATIERES MISES EN ŒUVRE

8.1 MATIERES PREMIERES

Les matières premières entrant dans la fabrication des produits arrivent sur le site sous différentes formes :

- Produits frais : beurre, lait, fruits, œufs...
- Matières sèches : farine, sucre, cacao...
- Produits en conserve
- Produits élaborés : arômes (inflammables), nappages, ganache, pralin

Les produits frais (œufs, lait, beurre...) sont stockés en chambre froide.

Matières visées par la classification des substances selon le règlement (CE) n°1272/2008 (en gras sont indiquées les catégories des dangers susceptibles d'être concernées par la nomenclature des installations classées) :

PRODUIT	QUANTITE STOCKEE (LITRE)	TOXIQUES POUR LA SANTE	TOXIQUES POUR L'ENVIRONNEMENT	INFLAMMABLES / EXPLOSIFS
Colorant Vert	16			H226 : Catégorie 3
Colorant Bleu	17			
Colorant Jaune	7			H226 : Catégorie 3
Colorant Carmin	23	H313, H319		
Arôme Coco	17	H317		H226 : Catégorie 3
Arôme Pistache	18			H226 : Catégorie 3
Arôme Grand Marnier	103			H226 : Catégorie 3
Arôme Grand Orange	500	H317	H410 : Catégorie 1	H226 : Catégorie 3
Arôme Kirsch	450			H226 : Catégorie 3

8.2 PRODUITS D'ENTRETIEN ET DE NETTOYAGE

L'hygiène est une préoccupation majeure en industrie alimentaire pour assurer la sécurité des aliments.

La liste présentée ci-dessous est donnée à titre indicatif. Elle est susceptible d'évoluer en fonction des produits proposés sur le marché, de l'évolution des techniques de nettoyage...

Local stockage produits d'entretien Florepi 1 :

PRODUIT	UTILISATION	CONDITIONNEMENT	QUANTITE STOCKEE (litre – Kg)	TOXIQUES POUR L'ENVIRONNEMENT	INFLAMMABLES / EXPLOSIFS
DERMANIOS SG SCRUB	Désinfectant mains	Bidon 1 l	1	H412 : catégorie 3	
PENNGAR L.35.	Détergent alcalin chloré	Polybonne 35 kg	125	N : Toxique	
ANIOSTERIL NDM	Détergent désinfectant alcalin de contact	Bidon 25 kg	150	H400 : catégorie 1 H411 : catégorie 2	
ANIOSTERIL DDN ECO	Désinfection matériel et surfaces	Bidon 25 kg	200		
ANIOSTERASE SV	Détergent surfaces	Bidon 25 kg	25	H400 : catégorie 1 H411 : catégorie 2	
DRAG FOUR	Décapant des graisses cuites	Bidon 30 kg	23		

PRODUIT	UTILISATION	CONDITION- NEMENT	QUANTITE STOCKEE (litre – Kg)	TOXIQUES POUR L'ENVIRONNE- MENT	INFLAMMABLES / EXPLOSIFS
ANIOSTERIL EAS + ECO	Détergent polyenzymatique	Bidon 25 kg	85	H412 : catégorie 3	
ANIOSGEL 85 NPC	Désinfection mains	1 l	12		H225 : catégorie 2
ASEPTANIOS AF	Désinfection par voie aérienne	Bidon 25 kg	75		
ANIOSTERASE SV	Détergent surfaces	Bidon 25 kg	23	H400 : catégorie 1 H411 : catégorie 2	
INDUSPRAY	Désinfectant	Bidon 25 kg	40		H225 : catégorie 2

Local stockage des matières premières Florepi 3:

PRODUIT	UTILISATION	CONDITION- NEMENT	QUANTITE STOCKEE (litre - kg)	TOXIQUES POUR L'ENVIRONNE- MENT	INFLAMMABLES / EXPLOSIFS
PENNGAR L.35.	Détergent alcalin chloré	Polybonne 35 kg	520	N : Toxique	
DRAG FOUR	Décapant des graisses cuites	Bidon 30 kg	85		
ANIOSTERIL NDM	Détergent désinfectant alcalin de contact	Bidon 25 kg	750	H400 : catégorie 1 H411 : catégorie 2	
ANIOSGEL 85 NPC	Désinfection mains	1 l	75		H225 : catégorie 2
ANIOSTERASE SV	Détergent surfaces	Bidon 25 kg	280	H400 : catégorie 1 H411 : catégorie 2	
ANIOSTERIL EAS + ECO	Désinfection des circuits, matériels, surfaces	Bidon 25 kg	275	H412 : catégorie 3	
ANIOSTERIL DDN ECO	Désinfection matériel et surfaces	Bidon 25 kg	200		
INDUSPRAY	Désinfectant	Bidon 25 kg	50		H225 : catégorie 2
DERMANIOS CG SCRUB	Désinfectant mains	Bidon 1 l	27	H412 : catégorie 3	
DESODORISANT	Désodorisant	Aérosol	7		H222 : catégorie 1

Le nettoyage des installations et locaux de production fait l'objet de consignes écrites définissant leur fréquence et, par zone de travail, le produit à employer avec sa dilution, le matériel à utiliser et le mode opératoire.

Les fiches de données de sécurité des produits dangereux sont tenues à disposition de la médecine du travail. L'ensemble des fiches des données de sécurité des produits de nettoyage est joint *en annexe 3*.

8.3 LES PRODUITS DE MAINTENANCE

Les produits de maintenances sont stockés dans des locaux spécifiques.

Les produits en quantité importante sont principalement les huiles et les produits de nettoyage et d'entretien des tours aéroréfrigérantes.

Les fiches de données de sécurité de l'ensemble des produits dangereux sont tenues à disposition de la médecine du travail.

8.4 FLUIDITES

Les installations de réfrigération utilisées pour l'activité de production et les stockages sont organisées selon le tableau ci-dessous. Les numéros sont indiqués sur le plan d'ensemble GE 01 03.

N°	IMPLANTATION	DESCRIPTION	FLUIDE	CIRCUIT ALIMENTE
1	Extérieur	Gestion par automate 2 compresseurs à vis	R404A (400 kg)	Chambre froide n°1 (stockage produits finis)
2	Extérieur	Gestion thermostatique 2 compresseurs à pistons Condenseur air	R404A 80 kg	Quai positif
3	Extérieur	2 compresseurs à pistons Condenseur air	R404A 100 kg	Stockage tampon FLOREPI 1 (produits finis et matières premières)
4	Extérieur	2 compresseurs à pistons Condenseur air	R404A 30 kg	Chambre froide matières premières tartelettes
5	Salle des machines 1	Gestion par automate 4 compresseurs à pistons 2 pompes fluide frigorigène 1 compresseur maintien de la pression (R404A : 10 kg) Condenseur à plaques NH ₃ Dry cooler Evaporateur à plaques Soupapes de sécurité Déecteur de fuite	NH ₃ -CO ₂	Surgélateurs linéaire et spirales
6	Salle des machines 1	3 compresseurs Condenseur air Evaporateur positif	R404A 150 kg	Climatisation emballage, préparation et FLOREPI 2
7	Salle des machines 2	Gestion par automate 4 compresseurs à pistons 2 pompes fluide frigorigène Condenseur à plaques NH ₃ Dry cooler Evaporateur à plaques Soupapes de sécurité Déecteur de fuite	NH ₃ -CO ₂	Chambre froide n°2 (stockage produits finis) et expédition
			Eau glycolée	Climatisation production

Les équipements fonctionnant au R404A sont exploités conformément à l'arrêté ministériel du 04/08/14 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 4802.

Les installations sont implantées à plus de 5 mètres des limites de propriété.

Un inventaire des équipements contenant plus de 2kg de gaz est tenu à jour et un schéma des tuyauteries et instrumentations des installations a été établi. Les installations sont maintenues en bon état, sans prise en glace et vérifiées périodiquement (contrôles périodiques d'étanchéité) selon à réglementation en vigueur. Un registre des déchets et dégazages est tenu à jour.

9 CAPACITES TECHNIQUES ET FINANCIERES

La SNC FLOREPI fait partie du groupe **ABEL+SCHÄFER (COMPLET)** qui propose de nombreuses solutions aux professionnels de la Boulangerie-Pâtisserie (farines composées et produits spéciaux), ainsi que des produits surgelés.

9.1 CAPACITES TECHNIQUES

La SNC FLOREPI emploie 152 salariés.

L'usine produit 5 à 6 jours par semaine en 3X8, 24 h /24. Les lignes Florepi 1 fonctionnent avec 2 ou 3 équipes et la ligne Florepi 2 avec 2,5 équipes en moyenne.

Les horaires de production sont les suivantes : 4h-12h, 12h-20h, 20h-4h.

9.2 CAPACITES FINANCIERES

La société possède un Capital social 2.400.000 €.

Un extrait du bilan financier de l'exercice 2015 est joint en **annexe 2**.

10 COMPATIBILITE DES INSTALLATIONS AVEC LES DOCUMENTS D'URBANISME

10.1 OCCUPATION DES SOLS

La commune de Guignicourt bénéficie d'un Plan Local d'Urbanisme (PLU). Le site de FLOREPI est implanté en zone AUi2.

L'extrait du Plan Local d'Urbanisme s'appliquant à la zone d'activité est joint en **annexe 3**.

La construction de la partie production s'est échelonnée sur deux tranches : Florepi 1 et Florepi 2.

Chaque tranche de travaux a bénéficié d'arrêtés accordant un permis de construire au nom de la commune de Guignicourt.

Les prescriptions mentionnées dans les arrêtés, en application du plan local d'urbanisme, ont été respectées : branchements en souterrain aux différents équipements publics (alimentation en eau, rejets des eaux usées, électricité...), eaux pluviales déversées dans des puisards, aspect de Florepi 2 identique à Florepi 1.

10.2 RESPECT DES PRESCRIPTIONS DU SERVICE DEPARTEMENTAL D'INCENDIE ET DE SECOURS

Les besoins en eaux d'extinction ont été évalués à l'aide du document technique de défense extérieure contre l'incendie D9 – édition 09.2001.0 (septembre 2001).

Le calcul majorant des besoins en eau correspond à la partie « activité » du site (bâtiment production), la surface développée non dégroupée étant relativement importante puisqu'elle comprend la zone production, les stockages de matières premières réfrigérés, les locaux administratifs et les locaux sociaux.

Les besoins en eau d'extinction sont estimés à 270 m³/h. Le détail du calcul est joint en page suivante.

Dans l'impossibilité technique de respecter les dispositions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie édictées à l'article 14 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013, la SNC FLOREPI a mis en place les mesures compensatoires décrites ci-après.

L'aménagement des dispositifs de défense incendie a été défini en collaboration avec la cellule prévention du service départemental d'incendie et de secours dont l'avis est joint en **annexe 19** :

- Réserve incendie de 540 m³,
- Mise en place de 4 points d'aspiration dont 2 poteaux bleus et 2 prises directes de 100 mm,
- Marquage des aires de stationnement et d'aspiration.
- Utilisation du volume encaissé des quais pour partie de la rétention : 113 m³ partie production, 170 et 187 m³ partie stockage,
- Bassin de rétention des eaux incendie de 490 m³ en sus des quais,
- Vannes d'isolement du réseau

Les deux poteaux incendie communaux, d'un débit inférieur à 60 m³/h, n'ont pas été pris en compte dans le dimensionnement de la réserve.

DIMENSIONNEMENT DES BESOINS EN EAU												
DETERMINATION DU DEBIT INCENDIE REQUIS (document technique D9 - INESC - FFSA - CNPP)												
Hauteur de stockage												
jusque 3m	0	0										
jusque 8m	0,1					0,1						
jusque 12m	0,2							0,2				
> 12 m	0,5											
Type de construction												
ossature SF ≥ 1h00	-0,1											
ossature SF ≥ 0h30	0											
ossature SF < 0h30	0,1	0,1				0,1	0,1					
Type d'intervention interne												
accueil 24H/24 (présence permanente à l'entrée)	-0,1	-0,1				-0,1	-0,1					
DAI généralisée reportée 24H/24 7J/7 en télésurveillance ou au poste de secours 24H/24 lorsqu'il existe, avec des consignes d'appel	-0,1	-0,1				-0,1	-0,1					
service de sécurité incendie 24H/24 avec moyens appropriés, équipe de seconde intervention en mesure d'intervenir 24H/24	-0,3											
Σ coefficients		-0,1	0	0	0	0	0,1	0				
1+ Σ coefficients		0,9	1	1	1	1	1,1	1				
Locaux	Activité						Stock 1		Stock 2			
Surface de référence (m2)	3191						516		1124			
Qi	172,3						31,0		74,2		0,0	
Classement du risque												
Catégorie du risque	1 = Qi	172	2	0	0	31	74	0				
	2 = Qi x 1,5	258		0	0	46	111	0				
	3 = Qi x 3	517		0	0	93	223	0				
Non sprinklé	VRAI ou FAUX	258	0	0	46	111	0					
Sprinklé	FAUX	129	0	0	23	56	0					
Débit (m3/h)		258					158					
Débit arrondi (m3/h)		270					150					

Résultat :

Débit requis 270 m³/h

11 EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

11.1 PHASE 1 - ANALYSE DE L'ACTIVITE DU SITE VIS-A-VIS DE LA REGLEMENTATION

En application de l'article L 414-19 du code de l'environnement et de l'arrêté préfectoral du 17 décembre 2010 fixant la liste locale, seules les installations classées soumises à enregistrement localisées en site Natura 2000 doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences sur les sites Natura 2000 concernés.

11.2 PHASE 2 - EVALUATION DES INCIDENCES NATURA 2000

Le réseau Natura 2000 est un ensemble de sites naturels européens, terrestres et marins, identifiés pour la rareté ou la fragilité des espèces sauvages, animales ou végétales, et de leurs habitats. Le concept Natura 2000 concilie la préservation de la nature avec les préoccupations socio-économiques. Deux types de sites sont répertoriés au niveau du réseau européen :

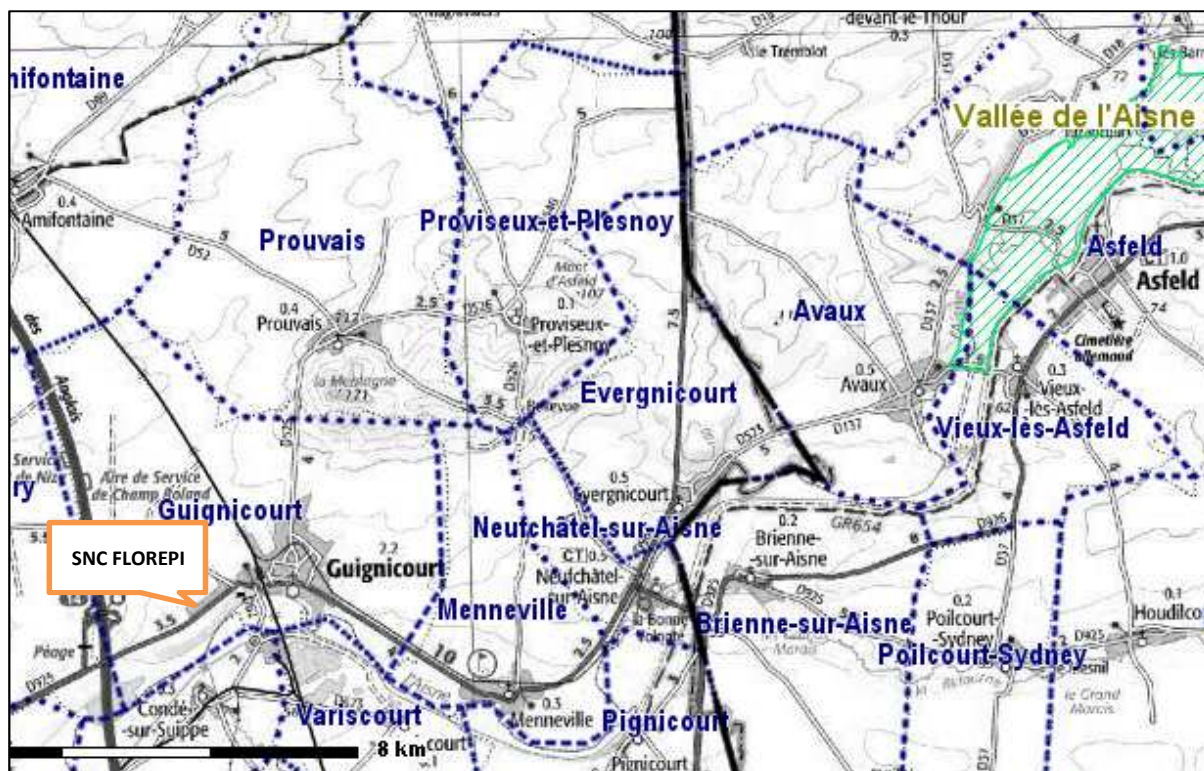
- Des Zones de Protection Spéciales (ZPS), visant la conservation de certaines espèces d'oiseaux sauvages ou servant d'aires de reproduction, de mue, d'hivernage ou de zones de relais à des oiseaux migrateurs,
- Des Zones Spéciales de Conservation (ZSC) visant la conservation de certains types d'habitats et des espèces animales et végétales.

Aucun site Nature 2000 n'est recensé à proximité immédiate de la SNC FLOREPI.

Le site Natura 2000 le plus proche se développe à partir de 10,7 km au nord-est du site de Florepi (voir localisation en page suivante).

Dans ces conditions, l'évaluation des incidences Natura 2000 n'est pas requise pour le site de la SNC FLOREPI.

Localisation de la zone Natura 2000 la plus proche :



Carte publiée par l'application CARTELIE

© Ministère de l'Égalité des territoires et du Logement / Ministère de l'Écologie, du Développement durable et de l'Énergie

SG/SPSSI/PSI/PSI1 - CP2I (DOM/ETER)



Zone de protection spéciale (ZPS)

IDENTIFICATION :

- Appellation : Vallée de l'Aisne en aval de Château Porcien
- Statut : Zone de Protection Spéciale (ZPS)
- Code : FR2112005

12 COMPATIBILITE DU PROJET AVEC CERTAINS PLANS, SCHEMAS ET PROGRAMMES

12.1 CONTEXTE

Les plans et programmes applicables dans la zone d'étude sont :

- le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE),
- le schéma d'aménagement de gestion des eaux (SAGE),
- le plan de protection de l'atmosphère (PPA),
- le schéma qualité air énergie
- le programme d'action pour la protection des eaux contre la pollution par les nitrates,
- le plan d'élimination des déchets.

12.2 LE SDAGE

12.2.1 Contexte

Le SDAGE est le document de planification de la gestion de l'eau à l'échelle d'un bassin.

Il prévoit des orientations générales et des dispositions pour une gestion équilibrée de la ressource en eau, ainsi que les objectifs de qualité et de quantité des eaux à atteindre dans le bassin.

Il fixe les objectifs de qualité des masses d'eau de surface et des masses d'eau souterraines, inventorie les enveloppes des zones humides, les zones sensibles, les principales zones inondables, répertorie les zones dont les eaux souterraines sont à protéger en priorité.

En cohérence avec les premiers engagements du Grenelle de l'environnement, le SDAGE sur le bassin Seine Normandie a fixé comme ambition d'obtenir en 2015 le "bon état écologique" sur 2/3 des masses d'eau. Le bassin Seine Normandie se divise en plusieurs sous-bassins dont celui de la vallée d'Oise auquel est rattachée la commune de Guignicourt.

A l'intérieur de ce sous-bassin, l'unité hydrographique Aisne Vesle Suipe s'étend sur une superficie de 2956 m² sur laquelle circule 1465 km de cours d'eau. Elle compte 338200 habitants principalement concentrés autour de l'agglomération de Reims.

La qualité biologique est peu satisfaisante à l'aval de la Vesle et sur l'Ardre, ce qui induit de nombreux enjeux du fait de la diversité de son territoire (agglomération de Reims, secteur viticole,...).

Les principales actions à mettre en œuvre sont présentées dans la fiche synthétique de l'unité hydrographique Aisne Vesle Suipe jointe en **annexe 4**.

Ces enjeux comprennent la réduction des prélèvements en eau en renforçant les économies et l'amélioration de la connaissance des pressions polluantes de substances dangereuses permettant la définition d'actions visant leur réduction.

12.2.2 Compatibilité avec les dispositions du SDAGE

Les enjeux présentés dans le SDAGE pour l'unité hydrographique Aisne Vesle Suipe, qui comprend le territoire de la commune de Guignicourt, et susceptibles d'être affectés par l'activité du site de FLOREPI sont :

- la réduction des prélèvements en eau,
- la réduction des rejets polluants chroniques,
- et l'amélioration de la connaissance des pressions polluantes de substances dangereuses.

Les aménagements existants et à venir sur le site étudié prennent pleinement en considération les dispositions prévues dans le SDAGE en répondant au mieux à ses enjeux.

▪ Enjeu portant sur les prélèvements d'eau :

Comme pour toute industrie agroalimentaire, le volume d'eau prélevé est important. Les contraintes d'hygiène alimentaire sont à l'origine des lavages fréquents et, pour le site étudié, une partie de l'eau prélevée entre dans la composition du produit.

L'optimisation et le changement anticipé des installations de réfrigération, les consignes de nettoyage (voir en **annexe 12**), la mise en place d'équipements réducteurs de débits et le nettoyage en place sur le foisonneur limitent la quantité d'eau prélevée.

▪ Enjeu de réduction de la pollution chronique des industries :

Les effluents industriels sont canalisés et actuellement dirigés vers la station d'épuration communale. La société bénéficie d'une autorisation de rejet pour les conditions actuelles d'exploitation de la station (**annexe 14**). Une étude permettant de vérifier l'aptitude de la STEP à accepter les rejets Florepi a été menée. L'arrêté de déversement et le projet de convention de rejets sont joints en **annexe 15**. Ils seront applicables après la mise en place du prétraitement des eaux industrielles du site fin 2017.

▪ Enjeu de réduction des pressions polluantes de substances dangereuses :

Le site utilise peu de substances dangereuses. Les produits susceptibles d'engendrer une pollution en cas d'épandage sont essentiellement les produits de nettoyage et de maintenance. Ces produits sont stockés dans des locaux dédiés, sur rétention conformément à la réglementation en vigueur.

La présence d'ammoniac, très toxique pour les milieux aquatiques, présente également un risque en cas de contact avec les eaux d'extinction d'incendie.

L'ammoniac est confiné dans les installations et circuits frigorifiques. La salle des machines est implantée dans un bâtiment séparé de l'usine et équipé de rétentions.

Une rétention des eaux d'extinction d'incendie a été mise en place et limitera le risque de contamination.

12.3 LE SAGE

12.3.1 Contexte

Les schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) sont des documents de planification élaborés de manière collective au niveau de chaque sous-bassin, en vue d'un périmètre hydrographique cohérent sur le plan physique comme sur le plan socio-économique (bassin versant, nappe d'eau souterraine, zone humide, estuaire...).

Le SAGE Aisne Vesle Suippe a été approuvé par arrêté préfectoral le 16 décembre 2013.

Le territoire du SAGE Aisne Vesle Suippe, identifié nécessaire dans le SDAGE Seine-Normandie, s'étend sur 3096 km² répartis sur trois départements (Aisne, Marne et Ardennes) et couvre 277 communes pour 334.900 habitants.

12.3.2 Compatibilité avec les enjeux du SAGE

Les enjeux du SAGE susceptibles de concerner le site de Florepi sont les suivants :

- Gestion quantitative de la ressource en période d'étiage
- Amélioration de la qualité des eaux souterraines et des eaux superficielles
- Inondations et ruissellement

- La gestion quantitative de l'eau en période d'étiage :

Ce point rejoint le premier point du SDAGE. Les efforts fournis par la SNC FLOREPI passent par l'optimisation par le changement anticipé des installations de réfrigération, la mise en place d'équipements réducteurs de débits et le nettoyage en place sur le foisonneur.

- L'amélioration de la qualité des eaux souterraines et superficielles :

Les rejets en eaux usées sont canalisés et dirigés vers la station d'épuration communale. Les produits présentant un risque de pollution sont stockés sur rétention. La rétention des eaux incendie a été mise en place. Les eaux de voiries ont été raccordées à des séparateurs à hydrocarbures.

- Inondations et ruissellement :

Les eaux de ruissellement du site sont gérées à la parcelle.

12.4 LE PLAN DE PROTECTION DE L'ATMOSPHERE PPA

Source Atmo-Picardie

En Picardie, comparativement à d'autres régions, la qualité de l'air peut être qualifiée de bonne. Cependant, la Picardie est concernée par la pollution aux particules fines (trafic routier - diesel, chauffage individuel et collectif des secteurs industriels et tertiaires, activités industrielles et activités agricoles - silos, travail des terres, épandages d'engrais).

Les plans de protection de l'atmosphère (PPA) ont pour objet de ramener, à l'intérieur d'une zone définie, la concentration en polluants dans l'atmosphère à un niveau inférieur aux valeurs limites réglementaires.

Le PPA Picardie est en cours d'élaboration. Le document n'est pas disponible sur la zone étudiée.

12.5 LE SCHEMA CLIMAT AIR ENERGIE

12.5.1 Contexte

La région Picardie s'est dotée en 2012 d'un schéma régional climat air énergie 2020 – 2050 présentant l'ambition de réduire par 4 les gaz à effet de serre d'ici 2050 et ainsi répondre aux défis climatiques et énergétiques de la planète.

Un diagnostic des émissions de gaz à effet de serre a été réalisé sur l'ensemble du territoire Picard en 2007. La région Picardie émettait 15,8 millions de tonnes équivalent CO₂ par an, soit 7,6 teq CO₂ par habitant et par an, contre 8,2 au niveau national.

Représentant 29% des émissions régionales totales, le secteur industriel est le plus émetteur, suivi par le transport (25%).

12.5.2 Qualité de l'air

Origine des informations : schéma climat air énergie de Picardie.

12.5.2.1 *Gaz à effets de serre*

Les émissions de gaz à effet de serre (GES) liées aux activités industrielles sont en particulier générées par la combustion d'énergie fossile (consommation d'énergie), mais également par certains procédés ou par l'usage de certaines substances, comme certains fluides frigorigènes.

La Picardie contribue aux émissions de gaz à effet de serre à hauteur de sa part dans la population française. Cependant, la région se singularise par le poids des activités industrielles, dont

l'agroalimentaire est l'une des branches dominantes, dans sa structure économique. Le secteur industriel est donc plus représenté pour ses émissions totales en GES au niveau régional (29% des émissions de la région) qu'au niveau national (20%).

Le schéma régional climat air énergie note la difficulté de réduire massivement les émissions de GES de l'industrie dans le contexte économique et technologique actuel.

Le gisement le plus important est celui de l'amélioration de l'efficacité carbone des industries agroalimentaires par l'amélioration des process de production à travers des procédés moins énergivores et une gestion des usages transversaux.

12.5.2.2 Polluants atmosphériques

A la différence des émissions de gaz à effet de serre responsables du réchauffement climatique, les polluants atmosphériques peuvent avoir des effets néfastes sur la santé et les écosystèmes.

Les polluants atmosphériques pris en compte dans l'inventaire en Picardie sont :

- Le dioxyde de soufre (SO₂). Les principaux secteurs émetteurs de dioxyde de soufre sont les procédés de combustion des industries manufacturières et les procédés de production qui utilisent des combustibles fossiles contenant du soufre (charbon, fioul...).
- Les oxydes d'azote (NOx). Le transport routier est le premier secteur émetteur de NOx en France métropolitaine.
- Les Composés Organiques Volatils Non Méthaniques (COVNM), qui sont des précurseurs de l'ozone et traceurs des activités industrielles utilisant des solvants et des peintures. Les émissions de composés organiques volatils les plus importantes sont concentrées sur les grands centres urbains (Amiens, Creil, St Quentin...) et/ou industriels.
- Les particules en suspension (PM10). Les émissions de particules PM10 sont principalement dues à des activités humaines : combustion de combustibles fossiles, de l'essence et du gazole (centrale thermique, chauffage, transport, industrie), activités agricoles...
- Les particules fines (PM2,5) provenant de la combustion du bois et, dans une moindre mesure, du charbon et du fioul, de l'exploitation des carrières, des chantiers et des labours.
- L'ammoniac (NH3). Le secteur de l'agriculture contribue à la quasi-totalité des émissions d'ammoniac.

La représentation des rejets atmosphériques pour l'industrie en Picardie est la suivante :

- 67% des rejets en dioxyde de soufre
- 16% des oxydes d'azote
- 21% des particules en suspension
- 25% des particules fines
- 48% des composés organiques non volatils
- < 1% de l'ammoniac

12.5.2.3 Bilan de la qualité de l'air

La surveillance de la qualité de l'air permet de connaître l'exposition de la population et des écosystèmes à la pollution atmosphérique et de quantifier les risques engendrés par cette exposition. Comparativement à d'autres régions françaises, la qualité de l'air en Picardie peut être qualifiée de bonne.

Au niveau régional, la surveillance de la qualité de l'air est réalisée par ATMO Picardie (Association Agréée pour la Surveillance de la Qualité de l'Air).

Les concentrations des principaux polluants réglementés sont mesurées quotidiennement dans l'air ambiant à partir d'un réseau de stations de mesure fixes déployé sur leur zone de compétence. En 2008, ATMO Picardie disposait de 24 sites fixes de mesures de la qualité de l'air répartis sur l'ensemble de la région Picardie.



(Source : Atmo Picardie)

12.5.3 Compatibilité des activités FLOREPI avec le schéma

Aucune station proche de la commune de Guignicourt n'a été mise en place. La station la plus proche se situe dans la Marne, sur la commune de Reims. Les résultats diffusés ne peuvent être exploités dans le cadre de cette étude étant donné l'éloignement par rapport au site de Florepi.

Les activités du site de Florepi susceptibles d'avoir une influence sur les polluants répertoriés dans le schéma climat air énergie de Picardie sont :

- Le procédé de combustion sur le dioxyde de soufre (SO_2) et la production de gaz à effet de serre : Les installations de combustion de l'usine utilisent le gaz propane qui présente une combustion émettant principalement de la vapeur d'eau, des oxydes d'azote et du dioxyde de carbone (CO_2) en faible quantité.
Il présente l'avantage de ne pas produire de composés sulfureux, poussières et imbrûlés.
C'est le combustible le moins générateur de gaz à effet de serre puisqu'il génère de 30 à 50 % d'émissions de CO_2 en moins que les combustibles tels que le charbon ou le fuel.
- Le transport routier sur les oxydes d'azote (NO_x) et les particules en suspension (PM_{10}) : le transport routier est inévitablement lié à l'activité du site pour les approvisionnements, expéditions, et les déplacements du personnel.

12.6 PROGRAMME D'ACTION POUR LA PROTECTION DES EAUX CONTRE LA POLLUTION PAR LES NITRATES

12.6.1 Contexte

L'arrêté préfectoral régional établissant le programme d'actions régional en vue de la protection des eaux contre la pollution par les nitrates d'origine agricole pour la région Picardie est actuellement en projet.

Les objectifs du Programme d'actions régional "nitrates" sont la maîtrise des fertilisants azotés et la gestion adaptée des terres agricoles en zones vulnérables aux nitrates d'origine agricole.

Parmi les sources de matières azotées vers les masses d'eau et eaux souterraines, l'agriculture représente la proportion la plus importante avec des quantités annuelles de 1,5 à 4 fois supérieures aux rejets urbains.

Malgré tout, les rejets urbains et industriels représentent une proportion importante des émissions de matières azotées vers les eaux de surface en Picardie (Document de référence : Évaluation environnementale du 5^e programme d'actions régional de la Directive Nitrates de la région Picardie - février 2014).

Les conclusions de l'évaluation et de l'avis de l'autorité environnementale d'avril 2014 préconisent des actions visant essentiellement une meilleure gestion des épandages et des périodes de fertilisation des cultures, une réorganisation des pratiques agricoles, la mise en place de mesures de protection des eaux superficielles et zones humides et inondables, la mise en place de mesures renforcées à proximité des captages d'eau pour la consommation humaine pollués par les nitrates, au nombre de 24 en Picardie.

12.6.2 Incidence du site étudié

Le captage d'eau utilisé pour la consommation humaine le plus proche est répertorié à 970 mètres au sud-est du site. Il est référencé point 01081X0107/F.AEP - forage d'alimentation en eau potable de 35 mètres de profondeur.

Le site de Florepi est implanté hors du périmètre de protection éloigné de ce captage selon le plan parcellaire des périmètres de protection du syndicat intercommunal des eaux de la région de Guignicourt.

La SNC FLOREPI ne rejette pas d'eaux polluées directement dans le milieu naturel. Ces eaux usées industrielles sont rejetées vers le réseau public d'assainissement. Les eaux de ruissellement de cours susceptibles d'être polluées sont traitées dans les séparateurs à hydrocarbures avant infiltration dans les puits. La réception des travaux a été faite le 25 janvier 2016. Les prélèvements pour analyses effectués en 2016 ont permis de vérifier le bon fonctionnement des équipements.

Etant implanté hors zone de protection de captage, le site de Florepi n'est pas directement concerné par le projet d'arrêté.

13 SITUATION DES INSTALLATIONS VIS-A-VIS DES ESPACES PROTEGES

13.1 ESPACES PROTEGES REPERTORIES

La vocation commerciale et industrielle de la zone d'implantation du site et son environnement de grandes cultures agricoles, principalement céréalières, offrent un habitat relativement pauvre à la faune et la flore locale. La biodiversité est donc peu développée en proximité immédiate du site.

Au-delà de la zone d'activité, l'inventaire a répertorié deux zones naturelles d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type I au voisinage du site de Florepi ★ :

- Le lit mineur de l'Aisne en amont de Celles-sur-Aisne et prairies des Ecoupes, des Blanches Rives à Maizy (1)
- Le cours de la Suippe (2)



Les présentations détaillées des zones et cartographies les localisant sont jointes en **annexes 5 et 6** au dossier.

Aucune zone naturelle d'intérêt écologique faunistique et floristique (ZNIEFF) de type 2 ne touche la commune de Guignicourt.

Aucune	Zone d'Importance pour la Conservation des Oiseaux (ZICO), Zone de Protection Spéciale (ZPS – directive oiseaux), Natura 2000, Réserve Naturelle Nationale ou régionale, Opération Grand Site,
Aucun	Site d'Importance Communautaire (ZSC – directive habitats), Arrêté de Protection de biotope, Site classé ou inscrit, Parc Naturel Régional

Le projet réseaux de sites, réseaux d'acteurs élaboré par le Conservatoire des sites de Picardie n'a pas identifié de corridor écologique ni de passage grande faune sur le territoire de Guignicourt.

Les sites Natura 2000 font l'objet d'un chapitre particulier.

13.2 INCIDENCE DE L'ACTIVITE DU SITE DE FLOREPI SUR LES ZNIEFF LES PLUS PROCHES

13.2.1 La ZNIEFF du lit mineur de l'Aisne

L'environnement fortement agricole dans la partie en amont du lit de l'Aisne (départements des Ardennes, de la Marne et de l'Aisne) est à l'origine d'une pollution chimique permanente par les différentes formes d'azote.

L'incidence des sites industriels sur la ZNIEFF est citée pour l'excès de phosphates qui pénalise la vie aquatique en démultipliant les effets de l'azote présent.

Le site de Florepi ne rejette aucun effluent aqueux dans le milieu.

13.2.2 La ZNIEFF du cours de la Suippe

L'intérêt essentiel du site repose sur les boisements rivulaires inondables qui constituent des zones de reproduction pour le brochet.

La partie aval du cours de la Suippe constitue une zone refuge pour les poissons de l'Aisne en cas de perturbation majeure.

Cette portion de la Suippe complète le cours situé en Champagne-Ardenne, où des habitats favorables aux salmonidés existent.

Le site de Florepi est relativement éloigné du cours de la Suippe et ne rejette aucun effluent aqueux dans le milieu.

Les facteurs influençant l'évolution de la zone répertoriés dans la fiche de présentation de la ZNIEFF ne concernent par le site industriel.

14 LE PLAN D'ELIMINATION DES DECHETS DE L' AISNE

14.1 CADRE JURIDIQUE ET ORIENTATIONS

La loi du 13 juillet 1992, relative à l'élimination des déchets et aux installations classées pour la protection de l'environnement prévoit qu'un plan d'élimination des déchets ménagers et assimilés soit établi dans chaque département.

Ce plan vise à orienter et à coordonner l'ensemble des actions à mener en vue d'assurer la réalisation des objectifs de la loi :

- prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets
- organiser le transport des déchets afin de limiter les distances et volumes
- réemployer, recycler et valoriser les déchets
- informer le public sur les effets pour l'environnement et la santé publique des opérations de production et d'élimination des déchets et des mesures destinées à en compenser les effets.

La version définitive, de juin 2008, du plan d'élimination des déchets couvrant le département de l'Aisne a mis l'accent sur les deux points suivants :

- la prévention des déchets
- la filière organique.

Le plan couvre essentiellement la gestion des déchets gérés par les collectivités et n'est que partiellement opposable aux activités.

Seuls le tri et la valorisation des déchets d'emballage sont évoqués pour les activités industrielles.

14.2 SITUATION DE L'ACTIVITE DE FLOREPI

La gestion des déchets du site étudié est organisée de façon à favoriser la réutilisation, les filières de recyclage et de valorisation. La gestion des déchets sur le site répond aux grandes lignes du plan départemental de gestion des déchets au-delà des déchets d'emballage.

Les déchets provenant de l'activité de l'entreprise sont principalement :

1. Les rebuts de fabrication,
2. Les emballages des matières premières : les bidons en plastique, boîtes métalliques et film étirable,
3. Les déchets assimilables aux ordures ménagères.

Le tableau des déchets est présenté au paragraphe 12-4 dans le document justifiant du respect des prescriptions générales applicables à l'installation.

14.2.1 Les coproduits de fabrication

Les coproduits de fabrication secs sont valorisés dans une filière appropriée.

Ils sont enlevés par la société Belge Trotec NV - Albert I Laan 21 - 8630 Veurne qui offre un service adapté au fonctionnement des entreprises agroalimentaires.

La société Trotec gère intégralement la fin de vie du coproduit dans le respect des règlements de qualité (HACCP,...). Elle se charge des enlèvements et du nettoyage des conteneurs.

Une attestation de transformation officielle est délivrée pour chaque enlèvement, offrant une traçabilité des coproduits, qui sont transformés en intégralité par la société Belge.

14.2.2 Les déchets d'emballage

Les déchets d'emballage non souillés sont constitués de carton et plastiques compactés avant enlèvement pour recyclage.

Les déchets plastiques sont séparés des déchets carton.

La mise en place d'un compacteur pour ces déchets a permis un gain de place au niveau du stockage, une baisse de la fréquence d'enlèvement et une étanchéité du stockage.

14.2.3 Autres déchets

Les huiles minérales sont enlevées par une entreprise agréée pour recyclage ou valorisation énergétique.

15 EFFETS CUMULES

Les effets cumulés doivent être étudiés avec les projets connus situés dans un rayon de 1 km autour du site, dont le permis de construire a été accordé depuis moins de 2 ans et qui ont fait l'objet d'un document d'incidences, d'une enquête publique ou d'un avis d'étude d'impact.

La commune de Guignicourt n'est pas répertoriée dans le plan de prévention des risques technologiques du département de l'Aisne.

Il n'a été trouvé aucun document d'incidences, enquête publique, avis d'étude d'impact dans le périmètre étudié.

Dans la base de données gouvernementale sur les installations classées pour la protection de l'environnement, la société HDM, indiquée sur le plan cadastral joint au dossier, est répertoriée pour ses activités soumises à autorisation. Aucun document à jour concernant cette dernière n'est disponible au public.

En tenant compte des rejets de la SNC Florepi, les effluents aqueux représentent le paramètre le plus significatif au regard des effets cumulés potentiels.

Pour les effluents aqueux, la société HDM ne rejette aucune eau usée industrielle. Les procédés utilisés fonctionnent en circuit fermé et les eaux de nettoyage sont récupérées dans une rétention pour être recyclées en interne.

En conclusion et en l'état des connaissances disponibles, aucun effet cumulé ne peut être retenu.

16 ANNEXE 1 - DOCUMENT JUSTIFIANT DU RESPECT DES PRESCRIPTIONS GENERALES APPLICABLES A L'INSTALLATION

16.1 TABLEAU DE SYNTHESE DE LA CONFORMITE DE L'INSTALLATION

L'article 3 de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 (préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement précise : « L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté. »

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
1	Champ d'application	Aucune	Sans objet	Sans objet
2	Définitions	Activité exercée : fabrication de pâtisseries industrielles La capacité de production maximale théorique est de 26 tonnes de produits finis par jour. Les températures des locaux frigorifiques sont indiquées sur le plan d'ensemble EG 01 03.	Sans objet	Sans objet
3	Dispositions générales	Aucune	Sans objet	Sans objet
4	Dispositions générales	Aucune	Sans objet	Sans objet
5	Implantation : I. Règles générales : L'installation est implantée à une distance minimale de 10 mètres des limites de propriété de l'installation. En cas d'impossibilité technique, l'exploitant peut demander un aménagement, conformément à l'article R. 512-46-17 du code de l'environnement, en proposant des mesures alternatives permettant d'assurer un niveau de sécurité des tiers et une limitation des nuisances sonores pour les tiers équivalents. L'installation ne se situe pas au-dessus ou en dessous de locaux habités ou occupés par des tiers.	La distance d'implantation de l'activité est à une distance supérieure à 10 mètres des limites de propriété. Le rapport technique du contrôle des niveaux sonores dans l'environnement a été réalisé conformément à la réglementation en vigueur par le bureau VERITAS. Il est joint en annexe 10 . L'ensemble des niveaux sonores mesurés en limite de propriété respecte les valeurs mentionnées dans l'arrêté du 23 janvier 1997. Ils varient, selon les points de mesure, entre : - 47 et 60 dB(A) en période nocturne - 51,5 et 58 dB(A) en période diurne	Conforme	Sans objet
	II. Cas des installations implantées au sein d'établissements recevant du public (ERP) de type M.		Sans objet	Sans objet
6	L'exploitant adopte les dispositions suivantes, nécessaires pour prévenir les envols de poussières et matières diverses : ▪ les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.) et convenablement nettoyées ; ▪ les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. les surfaces où cela est possible sont engazonnées ou végétalisées ; ▪ des écrans de végétation sont mis en place.	Les chaussées et parkings sont réalisés avec une couche de béton bitumeux étalé à chaud sur une imprégnation préalable à l'émulsion bitumée 60% à raison de 0,4 à 0,5 kg/m ² puis compactée. L'application est effectuée sur une forme tout-venant compactée. Les parties libres du terrain sont engazonnées. La parcelle contient 7 377.25 m ² d'espaces verts et 55 arbres y sont plantés.	Conforme	Sans objet
7	L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent	La commune de Guignicourt présente le faciès	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>d'intégrer l'installation dans le paysage.</p> <p>L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.</p> <p>Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont aménagés et maintenus en bon état de propreté. Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier.</p>	<p>de faible altitude de la plaine champenoise constitué de champs ouverts dégagant de larges perspectives. Autour du site de FLOREPI, le paysage est celui d'une zone industrielle artisanale plate composée de bâtiments aux volumes simples.</p> <p>La construction s'intègre dans l'esprit de l'ensemble de la zone.</p> <p>Les couleurs des bâtiments sont les suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - bardage horizontal Marine métallisé, - bardage vertical Blanc, - enduit lisse ton gris et ton blanc, - menuiseries PVC ton blanc. <p>Les espaces verts contribuent à l'image de la société et font l'objet d'un soin particulier et sont entretenus par un prestataire (annexe 7).</p>		
8	<p>L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques des matières sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.</p>	<p>Le plan général localisant les zones à risque a été réalisé sous la responsabilité de l'exploitant. Les vannes d'alimentation en gaz et en eau sont représentées sur le plan, ainsi que l'ensemble des accès.</p> <p>Le plan est joint en annexe 8.</p>	Conforme	Sans objet
9	<p>Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.</p>	<p>Les produits sont stockés dans leur emballage d'origine. L'étiquetage du fournisseur est gardé intact. Il comporte les identifications de danger le cas échéant.</p> <p>La SNC FLOREPI dispose également des fiches techniques et fiches de données de sécurité des produits dangereux et des produits de nettoyage.</p> <p>Les produits dangereux sont stockés dans des locaux dédiés : local pour les produits de nettoyage, local pour les additifs alimentaires.</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
		<p>Dans les zones de fabrication, leur présence est strictement limitée aux besoins journaliers. Les produits de nettoyage ne sont amenés dans les locaux de production que lorsque la ligne à nettoyer n'est plus en service production.</p> <p>Un état des stocks de produits dangereux (additifs, produits de nettoyage) indiquant la nature et la quantité est tenu à jour. Le plan général des stockages et le tableau récapitulatif des quantités stockées sont joints en annexe 8.</p>		
10	<p>Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés en vue notamment de respecter l'interdiction de stockage en dehors des zones dédiées. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.</p> <p>Toutes dispositions sont prises en permanence pour empêcher l'introduction et la pullulation des insectes et des nuisibles ainsi que pour en assurer la destruction.</p>	<p>Chaque année, la moitié du personnel suit une formation de 1h30 sur la sécurité alimentaire, l'hygiène et la pratique du nettoyage.</p> <p>Les installations et locaux de travail font l'objet de nettoyages réguliers et méticuleux, adaptés à l'activité du site. Ces nettoyages, ainsi que leur périodicité, font l'objet de consignes écrites :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Les « récapitulatifs plan de nettoyage » synthétisent pour chaque ligne de production, partie des locaux, et pour les équipements de nettoyage (raclette, lavette...) les zones ou équipements à nettoyer, la fréquence, le(s) produit(s) utilisé(s) et le protocole. - Les procédures de démontage pour nettoyage <p>Ces consignes ont été rédigées en adéquation avec le système HACCP sous la responsabilité de la personne chargée du suivi de l'hygiène et de la qualité des produits fabriqués (annexe 12).</p> <p>La protection des bâtiments contre les nuisibles fait l'objet d'un contrat avec une entreprise spécialisée.</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
11	De façon générale, les dispositions constructives visent à ce que la ruine d'un élément de structure n'entraîne pas la ruine en chaîne de la structure du bâtiment, notamment les locaux avoisinants, et ne favorise pas l'effondrement de la structure vers l'extérieur du premier local en feu. Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. ▪ Ensemble de la structure a minima R 15	Le plan détaillé d'ensemble EG 01 03 de l'installation mentionnant la destination des locaux, leurs surfaces et les liaisons entre locaux est joint au dossier. L'ensemble des bâtiments étant antérieurs à la date de parution du présent arrêté, la tenue au feu de la structure n'a pas été prise en compte dans la conception de la charpente. La structure ne peut pas être certifiée R15.	Non conforme sauf locaux de stockage des matières premières et des emballages (Florep 3)	Création d'un mur REI 120 avec portes EI 120 C entre la partie production et la partie stockage. Les locaux font l'objet d'une demande de dérogation.
	1. Dispositions constructives des locaux à risque incendie : ▪ les murs extérieurs sont construits en matériaux A2 s1 d0 (B s3 d0 pour les locaux frigorifiques s'ils sont visés par le dernier alinéa de l'article 11.2 ; ▪ les toitures et couvertures de toiture satisfont la classe et l'indice Broof (t3) ; ▪ ils sont isolés par des parois, plafonds et planchers qui sont tous REI120 ; ▪ toute communication avec un autre local se fait par une porte EI2 120 C à ferme-porte ou à fermeture automatique.	Locaux non frigorifiques : locaux de stockage matières premières – emballages et stockage cartons	Conforme Sauf porte extérieure quai non conforme	Demande de dérogation pour les points non conformes
		Stockage des produits d'entretien inflammables	Conforme	Voir demande de dérogation
		Matières premières sèches Florep 2 : parois Bs3d0	Comportement au feu, toiture non conformes	Voir demande de dérogation
		Locaux frigorifiques : Local arômes (inflammables)	Non conforme	Pose de parois A2s1d0 EI 120 et portes EI 120C (juillet 2016)
		Chambre froide tampon Florep 1	Non conforme	Voir demande de dérogation
		Stockages produits finis Chambre froide n°1	Non conforme	Séparation locaux de stockages emballage et matières premières
		Chambre froide n°2 Florep 3 : parois Bs3d0	Parois conformes, toiture, portes, résistance au feu non conformes	contigus par mur REI 120 / portes EI 120C
		Stockages margarine, œufs, matières premières froid négatif	Non conformes	Voir demande de dérogation
		Matières premières froid positif florep 2 : parois Bs3d0	Parois conformes, toiture, portes, résistance au feu non conformes	Voir demande de dérogation
	2. Autres locaux (notamment ceux abritant le procédé visé par la rubrique 2220), le stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur	Production, stockage journalier, zone emballage Florep 1 : parois en panneaux sandwich à lame polyuréthane	Non conforme	Voir demande de dérogation Mur REI 120 entre la partie production et la partie stockage

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>conditionnement (cartons, étiquettes...) correspondant à moins de deux jours de la production visée par <u>la rubrique 2220</u>, et les locaux frigorifiques :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ parois intérieures et extérieures de classe A2s1d0 (Bs3d0 pour les locaux frigorifiques) ; ▪ les toitures et couvertures de classe et indice BROOF (t3) ; ▪ toute communication avec un autre local par porte EI2 30 C à dispositif ferme-porte ou à fermeture automatique. 	Production Florepi 2 : parois réalisées en panneaux isothermes de classement B s3 do.	Toiture et portes non conformes	Voir demande de dérogation
	Les locaux frigorifiques ne relevant pas de <u>la rubrique 1511</u> sont à simple rez-de-chaussée.	L'ensemble des locaux sont à simple rez-de-chaussée.	Conforme	Sans objet
	Si les locaux, frigorifiques ou non, dédiés au stockage des produits (matières premières, produits intermédiaires et produits finis) et leur conditionnement (cartons, étiquettes...) abrite plus que la quantité produite ou utilisée en deux jours par l'installation relevant de <u>la rubrique 2220</u> , ce local est considéré comme un local à risque d'incendie.	Le stockage des matières premières et emballages est organisé dans des locaux dédiés. Dans la zone de conditionnement, le volume d'emballages stockés correspond aux besoins d'une journée de production, soit 80 m ³ . Les matières premières sont amenées en zone production en fonction des recettes. Il n'y a pas de stockage de matières premières en zone production.	Conforme	Sans objet
	3. Cas des installations implantées au sein d'établissement recevant du public (ERP) de type M	Sans objet	Sans objet	Sans objet
	<p>4. Ouvertures :</p> <p>Les ouvertures effectuées dans les parois séparatives (passage de gaines et canalisations, de convoyeurs, etc.) sont munies de dispositifs assurant un degré de résistance au feu équivalent à celui exigé pour ces éléments séparatifs.</p>	Les passages de gaines, canalisation et câbles électriques ont été calfeutrés à l'aide matériaux de degré de résistance au feu équivalente à celle des parois.	Conforme	Sans objet
12	<p>I. Accessibilité :</p> <p>L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.</p>	<p>Les accès sont localisés sur le plan répertoriant les zones à risque et les stockages joint en annexe 8.</p> <p>Les voies extérieures ont été dimensionnées en cohérence avec la vocation de la zone.</p> <p>L'ensemble du périmètre du site est accessible par les rues de la Miette, du Champ Roland et de Mauchamp et la voie privée.</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>II. Accessibilité des engins à proximité de l'installation : Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.</p> <p>III. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site : Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées...</p> <p>IV. Mise en station des échelles : Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes...</p> <p>V. Etablissement du dispositif hydraulique depuis les engins : A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,40 mètre de large au minimum.</p>	<p>Les services de secours bénéficient d'un accès réservé à la réserve incendie du site.</p> <p>La distance d'implantation de l'usine par rapport aux voies de circulation extérieures est supérieure à 10 mètres. La distance permet d'éliminer le risque d'obstruction des voies par effondrement des installations.</p> <p>La configuration des voies de circulation permet le déplacement des véhicules sans croisement.</p> <p>La voie engin interne au site est représentée sur le plan d'ensemble. Elle respecte les caractéristiques réglementaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> - largeur 3 mètres - libre en hauteur - pente < 10% <p>rayon intérieur conforme aux prescriptions du SDIS dans l'arrêté de permis de construire.</p>		
13	Les locaux à risque incendie, à l'exception des locaux frigorifiques et des locaux implantés au sein d'ERP, respectent les dispositions du présent article.	<p>Locaux à risque incendie non frigorifiques :</p> <p>Le stockage cartons (n°4), le stockage matières premières (n°3), le local produits d'entretien (n°1)</p>	-	-

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>I. Cantonnement : Les locaux sont divisés en cantons de désenfumage d'une superficie maximale de 1 600 mètres carrés et d'une longueur maximale de 60 mètres. Chaque écran de cantonnement est DH 30 (Cf norme NF EN 12 101-1-2006) et a une hauteur minimale de 1 mètre. Une zone d'une hauteur minimale de 1 mètre située au-dessous du niveau du point le plus bas de l'écran de cantonnement est libre de tout encombrement. La différence de hauteur entre le niveau du point le plus haut occupé des procédés de fabrication et de stockage et le point le plus bas de l'écran de cantonnement est supérieure ou égale à 1 mètre.</p>	<p>Les superficies de toiture, les surfaces des cantons de désenfumage sont présentées sur le plan de toiture EG 01 04 joint au dossier. Les caractéristiques des cantons de désenfumage correspondent à celles des parois des locaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage cartons (n°4) : parpaings DH120 - stockage matières premières (n°3) : parpaings DH 120 - local produits d'entretien (n°1) : parpaings DH120 <p>Les stockages présentent 1 m libre par rapport à la toiture.</p>	Conforme	Sans objet
	<p>II. Désenfumage : Un dispositif d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs DENFC de superficie utile comprise entre 1 et 6 m² est prévu pour 250 m² de superficie projetée de toiture. Les DENFC ne sont pas implantés à moins de 4 m des murs coupe-feu séparant les locaux abritant l'installation. Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande automatique et manuelle.</p>	<p>Les DENFC sont représentés sur le plan de toiture EG 01 04 joint au dossier. Le local produits d'entretien (<100 m²) n'est pas concerné.</p>	Conforme	Sans objet
	<p>La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 2 % de la superficie de chaque canton de désenfumage.</p>	<p>Surface DENFC de 6 m² par local soit par rapport à la surface au sol :</p> <ul style="list-style-type: none"> - stockage matières premières = 1,6% - stockage cartons = 1,6% <p>Activité de stockage non classée et locaux antérieurs à la publication de l'arrêté du 14/12/13.</p>	Non conforme	Demande de dérogation

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>L'action d'une commande de mise en sécurité ne peut pas être inversée par une autre commande.</p> <p>En exploitation normale, le réarmement (fermeture) est possible depuis le sol du bâtiment, depuis la zone de désenfumage.</p> <p>Les commandes manuelles des DENFC sont facilement accessibles depuis les issues du bâtiment ou des cellules de stockage.</p>		Conforme	Sans objet
	<p>Ces commandes d'ouverture manuelle sont installées conformément à la norme NF S 61-932, version décembre 2008. Les DENFC, en référence à la norme NF EN 12 101-2, version octobre 2003, présentent les caractéristiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ; ▪ fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ; ▪ classification de la surcharge neige à l'ouverture classe de température ambiante T(00) ; ▪ classe d'exposition à la chaleur B 300. 	<p>Les DENFC ont été mis en place conformément aux normes en vigueur au moment de leur installation.</p> <p>Leurs systèmes d'ouverture sont de type B.</p>	Systèmes d'ouverture / fermeture conformes	Demande de dérogation pour les caractéristiques RE300, T(00) et B300.
	<p>III. Amenées d'air frais :</p> <p>Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface des exutoires du plus grand canton, local par local, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des locaux à désenfumer donnant sur l'extérieur</p>	<p>Surfaces d'amenées d'air frais :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Stockage matières premières : 9,1 m² (porte piéton + porte chariots donnant sur l'extérieur) - Stockage cartons : 9,1 m² (porte piéton sur extérieur + porte rapide sur local matières premières) 	Conforme	Sans objet
14	<p>L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ; ▪ de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 8 ; ▪ d'un ou plusieurs appareils d'incendie d'un réseau public ou privé... A défaut, une réserve d'eau d'au moins 120 mètres 	<p>L'installation est équipée de moyens de détection, d'alerte et de lutte contre l'incendie appropriés au risque.</p> <p>La conduite à tenir en cas d'incendie fait l'objet d'une procédure écrite rappelant la conduite à tenir, la liste du personnel de première intervention, également chargé du contrôle de l'évacuation.</p> <p>Le personnel habilité a suivi une formation de 3 heures sur l'évacuation et la translation en cas</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>cubes destinée à l'extinction est accessible en toutes circonstances et à une distance de l'installation ayant recueilli l'avis des services départementaux d'incendie et de secours. Cette réserve dispose des prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter et permet de fournir un débit de 60 m³/h. L'exploitant est en mesure de justifier au préfet la disponibilité effective des débits d'eau ainsi que le dimensionnement de l'éventuel bassin de stockage ;</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ d'extincteurs appropriés aux risques répartis à l'intérieur de l'installation ou à proximité visibles et facilement accessibles. Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation, et notamment en période de gel... 	<p>d'urgence (16 personnes en 2010 et 16 personnes en 2012).</p> <p>Le dimensionnement des besoins en eau du site a été réalisé conformément au document technique D9- Défense extérieure contre l'incendie. Les besoins en eau d'extinction sont estimés à 270 m³/h.</p> <p>Le réseau de protection publique étant insuffisant pour assurer les besoins en eau, une réserve incendie de 540 m³ est nécessaire. En convenance avec les services de secours, la réserve incendie mise en place est équipée de 4 sorties dont de 2 poteaux d'aspiration. Les aires d'aspiration sont marquées et restent libres de tout encombrement. Un bassin de rétention de 490 m³ a été mis en place en complément des quais. Le réseau est équipé d'un jeu de vanne pour l'isolement des eaux de collecte incendie.</p> <p>Les locaux de stockage sont équipés de robinets d'incendie armé (voir plan GE 01 03) vérifiés régulièrement par une entreprise spécialisée.</p> <p>Les extincteurs adaptés au risque sont répartis sur le site en nombre suffisant. Ces appareils font l'objet d'une vérification annuelle réglementaire.</p>		
15	-	Aucune	Sans objet	Sans objet
16	Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 8 et recensées « comme pouvant être à l'origine d'une explosion », les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions du décret du 19 novembre 1996.	Le matériel électrique et pneumatique du projet de mélanges sera conforme à la classification des zones établie par le bureau VERITAS rapport en annexe 27 ; Bon de commande du matériel conforme joint en annexe 28)	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
17	I. Règles générales : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. Les matériaux utilisés pour l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées. Le chauffage des locaux de production, de stockage et les locaux techniques ne peuvent être réalisés que par eau chaude, vapeur produite par un générateur thermique ou autre système présentant un degré de sécurité équivalent.	Les installations électriques sont régulièrement vérifiées par un organisme agréé. Les synthèses des derniers rapports sont jointes en annexe 13 . Les locaux de production sont régulés en température par eau glycolée. Il n'y a pas d'installation de chauffage dans les locaux de production, de stockage et les locaux techniques (chaufferie, installations de réfrigération). Les locaux de stockages ne disposent pas de dispositifs d'éclairage naturel.	Conforme	Sans objet
	II. Dispositions applicables aux locaux frigorifiques : Les équipements techniques (systèmes de réchauffage électrique des encadrements de portes, résistances de dégivrage, soupapes d'équilibrage de pression, etc.) présents à l'intérieur des chambres froides ou sur les parois de celles-ci ne sont pas une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite.	.	Conforme	Sans objet
	Si les matériaux du local ne sont pas A2s1d0 :	Les parois du local stockage cartons sont A2s1d0	Sans objet	Voir demande de dérogation
	- les câbles électriques les traversant sont pourvus de fourreaux non propagateurs de flamme,		Conforme production Florepi 2 Reste non conforme	
	- les parements métalliques sont percés proprement et ébavurés.		Conforme	
	- Les résistances électriques de réchauffage ne sont pas en contact direct avec les isolants.		Sans objet	
	- Les luminaires sont positionnés de façon à respecter une distance minimale de 20 centimètres entre la partie haute du luminaire et le parement inférieur du panneau isolant.		Conforme Florepi 2 Conforme Florepi 3 Reste non conforme	

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<ul style="list-style-type: none"> - Les autres équipements électriques sont maintenus à une distance d'au moins 5 centimètres entre la face arrière de l'équipement et le parement du panneau. Cette disposition n'est pas applicable aux câbles isolés de section inférieure à 6 millimètres carrés qui peuvent être posés sous tubes IRO fixés sur les panneaux. - Les câbles électriques forment un S au niveau de l'alimentation du luminaire pour faire goutte d'eau et éviter la pénétration d'humidité. <p>Les prises électriques destinées à l'alimentation des groupes frigorifiques des véhicules sont installées sur un support A2s1d0.</p>		Conforme sauf coffret électrique ancien quai	
			Conforme Florepi 3 Reste non conforme	
	La conformité des installations électriques à l'article 17, point II, de l'arrêté du 14/12/2013 a été vérifiée. Le rapport de l'organisme présentant le détail par local est joint en annexe 24			
18	-	Sans objet	Sans objet	Sans objet
19	<p>Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 8 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'une détection automatique d'incendie. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.</p> <p>L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.</p>	<p>Un système de détection incendie centralisé (Chubb) a été mis en place dans les différents locaux de travail. Il est relié au prestataire de télésurveillance, qui dispose de la liste des personnes à contacter, et équipé des fonctions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Déclencheurs manuels, - Détecteurs optiques et thermiques, - Détecteurs VESDA dans les chambres froides négatives - Déclenchement des portes coupe-feu automatiques <p>L'alerte s'effectue par une sirène bi-ton.</p> <p>Le plan du système de détection et la liste des détecteurs correspondants sont joints en annexe 21.</p> <p>Des détecteurs de gaz ont été mis en place dans les locaux de production de FLOREPI 1 et 2.</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
20	<p>I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est calculé conformément à l'article 20.</p> <p>II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé.</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p> <p>III. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.</p> <p>V. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie...</p> <p>En cas de recours à des systèmes de relevage autonomes, l'exploitant est en mesure de justifier à tout instant d'un entretien et d'une maintenance rigoureux de ces dispositifs. Des tests réguliers sont par ailleurs menés sur ces équipements.</p> <p>Le volume nécessaire à ce confinement est la somme des volumes des matières liquides stockées, de l'eau d'extinction de l'incendie, des eaux d'intempérie.</p> <p>Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.</p>	<p>Les aires et locaux où sont stockés des produits dangereux sont listés dans la procédure « stockage des produits dangereux » jointe en annexe 16. Ces produits sont stockés sur des rétentions en fonction de leur compatibilité. La méthode de dimensionnement est présentée dans cette procédure.</p> <p>Rétention des eaux incendie :</p> <p>Le dimensionnement de la rétention des eaux d'extinction d'incendie a pris en compte les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Le volume d'eau nécessaire aux services de secours externes = 540 m³ pour la partie production, • Le volume d'eau nécessaire aux moyens de lutte intérieure contre l'incendie : il correspond au volume nécessaire au sprinklage, le volume des R.I.A. étant négligeable = sans objet. • Le volume d'eau lié aux éventuelles intempéries : il est calculé à partir des surfaces imperméabilisées susceptibles de ruisseler vers la rétention = correspondant à 3847 m² de toitures) • Le volume des liquides présents dans les locaux = sans objet dans le cas étudié <p>La rétention a été mise en place de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Utilisation du volume encaissé des quais pour partie de la rétention : 113 m³ partie production, 170 et 187 m³ partie stockage. - Création d'une rétention complémentaire de 490 m³. 	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
		- Vannes d'isolement du réseau.		
21	<p>L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.</p> <p>Les installations de séchage de prunes sont placées sous la surveillance directe d'une personne compétente et apte à intervenir en cas d'accident ou incident lorsque l'installation fonctionne.</p> <p>Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas l'accès libre aux installations.</p>	<p>L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés.</p> <p>Les responsables bénéficient de formations régulières liées à la conduite et aux dangers des produits utilisés ou stockés.</p> <p>Le responsable maintenance a bénéficié d'une formation de 2 jours sur la conduite des installations frigorifiques fonctionnant au dioxyde de carbone et à l'ammoniac.</p> <p>Le site est clôturé et fermé à clé en dehors des heures d'exploitation.</p> <p>Pour les personnes extérieures au site, l'entrée dans le bâtiment fait l'objet d'un contrôle à l'accueil et d'un suivi (nom, nom de l'entreprise, heures des arrivées et départs).</p> <p>Tout intervenant extérieur doit s'annoncer auprès de l'accueil de l'entreprise où il lui est remis le questionnaire visiteur attestant de sa bonne compréhension de l'ensemble des points évoqués.</p>	conforme	Sans objet
22	Travaux	Aucune	Sans objet	Sans objet
23	<p>Vérifications périodiques :</p> <p>I. Règles générales.</p> <p>L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place, des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.</p> <p>II. Contrôle de l'outil de production.</p> <p>L'outil de production est régulièrement contrôlé conformément aux préconisations du constructeur de cet équipement.</p>	<p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées conformément à la réglementation en vigueur. (voir synthèse du rapport en annexe 13)</p> <p>Les installations de combustion, les surgélateurs et groupes frigorifiques font l'objet de contrats d'entretien par des entreprises spécialisées. Les contrats sont joints en annexe 9.</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
24	<p>I. Consignes d'exploitation : Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque ; ▪ l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ; ▪ l'obligation du « permis d'intervention » pour les parties concernées de l'installation ; ▪ les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ; ▪ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; ▪ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ; ▪ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 20 ; ▪ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; ▪ la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ; ▪ l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ; ▪ les règles de stockage définies à l'article 24-II ; ▪ les modalités de nettoyage et de récupération des matières au sein des ateliers prévues par l'article 29-II. <p>II. Modalités de stockage : A. Lieu de stockage. Le stockage de consommables dans les locaux de fabrication est interdit sauf en cours de fabrication. Tout stockage est interdit dans les combles. B. Règles de stockage à l'extérieur : sans objet C. Règles de stockage à l'intérieur des locaux :</p>	<p>Le plan général des stockages et la quantité des produits stockés sont joints en annexe 8. Les consignes d'exploitation mises en place comprennent :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ l'interdiction de fumer et d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu » dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion. Cette interdiction est affichée en caractères apparents ; ▪ les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ; ▪ les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une canalisation contenant des substances dangereuses ; ▪ les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ; ▪ les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement des réseaux de collecte des eaux usées et pluviales ; ▪ la conduite des installations de combustion en phase de démarrage, d'arrêt, de fonctionnement normal, d'entretien... <p>Les consignes correspondantes sont jointes en annexes 17 et 20. Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits...) font l'objet d'un permis d'intervention et, le cas échéant, d'un permis de feu respectant les consignes particulières. Après la fin des travaux et avant la reprise de</p>	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond ou de tout système de soufflage ou d'aspiration d'air</p> <p>Les matières conditionnées en masse (produits empilés les uns sur les autres) sont stockées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ; ▪ la hauteur maximale de stockage est égale à 8 mètres ; ▪ la distance minimale entre deux îlots est de 2,5 mètres. <p>Les matières conditionnées dans des contenants autoporteurs gerbables (contenant autoporteur destiné à être empilé) sont stockées de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ les îlots au sol ont une surface limitée à 150 mètres carrés ; ▪ la hauteur maximale de stockage est égale à 10 mètres ; ▪ la distance minimale entre deux îlots est de 2,5 mètres. <p>Les matières disposées sur des supports de stockage porteurs tels que les rayonnages ou les palettiers (racks) sont stockées à une hauteur maximale de 10 mètres en température positive et en température négative en l'absence d'une détection (haute sensibilité) avec transmission de l'alarme à l'exploitation ou à une société de surveillance extérieure.</p> <p>La hauteur de stockage des matières dangereuses liquides au sens du <u>règlement (CE) n° 1272/2008</u> est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur.</p>	<p>l'activité, une vérification des installations est effectuée par le personnel du service maintenance désigné.</p> <p>Les bonnes pratiques de sécurité liées aux travaux sur le site et aux opérations de maintenance fait l'objet d'une consigne écrite (voir en annexe 17). Cette dernière précise notamment l'obligation de permis de feu pour les interventions d'entreprises extérieures et les conditions de délivrance.</p> <p><u>Stockages :</u></p> <p>Les plenums n'accueillent aucun stockage.</p> <p>Seuls les en-cours de fabrication sont présents dans les locaux de production.</p> <p>Le stockage en chambres froides respecte les prescriptions du présent arrêté.</p>		
25	<p>Le fonctionnement de l'installation est compatible avec les objectifs de qualité et de quantité des eaux visés au IV de <u>l'article L. 212-1 du code de l'environnement</u>.</p> <p>Les valeurs limites d'émissions prescrites sont celles fixées dans le présent arrêté ou celles revues à la baisse et présentées par l'exploitant dans son dossier afin d'intégrer les objectifs présentés à l'alinéa ci-dessus et de permettre le respect, dans le milieu hors zone de mélange, des normes de qualité environnementales et des valeurs-seuils définies par <u>l'arrêté du 20 avril 2005</u> susvisé complété par <u>l'arrêté du 25 janvier 2010</u> susvisé.</p>	<p>Le rejet s'effectue en STEP :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ STEP de Guignicourt ▪ Autorisation provisoire de déversement jointe en annexe 14 ▪ Arrêté d'autorisation de déversement jointe en annexe 15 ▪ Projet de convention de rejets en annexe 15 <p>Dispositions prises dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les flux d'eau :</p> <p>La société FLOREPI intègre depuis plusieurs</p>		

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	Pour chaque polluant, le flux rejeté est inférieur à 10 % du flux admissible par le milieu. La conception et l'exploitation des installations permettent de limiter les débits d'eau et les flux polluants.	années une politique de réduction des consommations d'eau à l'aide des moyens suivants : ▪ Raclage des installations avant lavage (Procédure en annexe 12) ▪ Flexibles de nettoyage équipés de buses ▪ Foisonneur équipé d'un Nettoyage En Place		
26	Le prélèvement ne se situe pas dans une zone où des mesures permanentes de répartition quantitative ont été instituées au titre de <u>l'article L. 211-2 du code de l'environnement</u> . Le prélèvement maximum journalier effectué dans le réseau public est déterminé par l'exploitant dans son dossier d'enregistrement. Des dispositions sont mises en œuvre afin de permettre une utilisation raisonnée de l'eau en fonction des produits et procédés en présence. Les techniques employées répondent à l'état de l'art de la profession en matière de consommation et de rejet d'eau. Un suivi de la consommation en eau de l'installation est mis en place et suivi dans le temps par l'exploitant afin de vérifier l'utilisation rationnelle de l'eau. La réfrigération en circuit ouvert est interdite.	Un ouvrage de disconnexion sur l'arrivée d'eau principale est localisé au niveau du compteur d'arrivée d'eau potable localisé sur le plan d'ensemble. Le site de FLOREPI ne se situe pas dans une zone de restriction de la consommation en eau (voir carte en annexe 11) La consommation annuelle en eau potable de l'usine est de 15 000 m³ , ce qui correspond à une moyenne journalière de 50 m³ en période froide et 70 m³/j en période chaude (période de fonctionnement des tours aéroréfrigérantes). Des pointes de 130 m³/j peuvent être atteintes très ponctuellement les jours de très forte chaleur. Les pics de consommation correspondent aux consommations des tours aéroréfrigérantes, mises en marche pendant les périodes de fortes chaleurs. Ces installations font l'objet de contrôles périodiques réglementaires.	Conforme	Les tours de refroidissement sont récentes et entretenues régulièrement. En particulier, un nettoyage annuel des ailettes sur lesquelles sont vaporisées les fines gouttelettes d'eau et qui ont tendance à se colmater (pollens, particules en suspension dans l'air ...) permet d'optimiser la consommation d'eau car l'échange thermique se réalise alors au mieux des capacités techniques de l'installation. La description des installations est jointe en annexe 29 .
27	En cas de raccordement sur un réseau public ou d'alimentation par un forage en nappe, l'ouvrage est équipé d'un dispositif de disconnexion.	L'alimentation en eau potable du site est équipée d'un dispositif de disconnexion.	Conforme	Sans objet
28	Forages	Sans objet	Sans objet	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
29	I. Collecte des effluents. Il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.	Les effluents industriels sont collectés dans un réseau séparatif. Ils sont directement dirigés vers la station d'épuration communale, en capacité de les accueillir en l'état de la population actuelle.	Non conforme	La mise en place du prétraitement des effluents industriels est en phase appel d'offres.
	Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux. Ces effluents ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement du site.	Après mise en place du prétraitement, les effluents aqueux rejetés par les installations ne seront pas susceptibles de dégrader les réseaux de l'installation ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces réseaux	Non conforme	Mise en place d'un prétraitement
	Le plan des réseaux de collecte des effluents fait apparaître les secteurs collectés, les points de branchement, regards, avaloirs, postes de relevage, postes de mesure, vannes manuelles et automatiques... Il est conservé dans le dossier de l'installation.	Le réseau de collecte des effluents est représenté sur le plan d'ensemble EG 01 03.	Conforme	Sans objet
	II. Installations de prétraitement et de traitement. Afin de limiter au maximum la charge de l'effluent, notamment en particules et matières organiques, les sols des ateliers, chambres froides et tous ateliers de travail sont nettoyés à sec par raclage avant lavage.	Le raclage des installations avant lavage (fait l'objet d'une procédure (jointe en annexe 12)	Conforme	Sans objet
	Les sols des zones susceptibles de recueillir des eaux résiduaires et/ou de lavage de l'installation sont garnis d'un revêtement imperméable et la pente permet de conduire ces effluents vers un orifice pourvu d'un siphon et raccordé au réseau d'évacuation.	-	Conforme	Sans objet
	L'installation possède un dispositif de prétraitement des effluents comportant, au minimum, un dégrillage et, le cas échéant, un tamisage ou toute autre solution de traitement.	-	Non conforme	Description du prétraitement projeté au chapitre « rejets aqueux » ci-après.
30	Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible.	Les effluents industriels sont rejetés en un point unique.	Conforme	Sans objet
31	Sur chaque canalisation de rejet d'effluents sont prévus un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure. Ces	Les points de rejet et de prélèvement pour les contrôles sont localisés sur le plan d'ensemble	Conforme	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	points sont implantés dans une section dont les caractéristiques permettent de réaliser des mesures représentatives de manière que la vitesse n'y soit pas sensiblement ralentie par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène. Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité.	joint au dossier. Les réseaux ont été réalisés dans les règles de l'art selon les normes et réglementations en vigueur.		
32	Les eaux pluviales non souillées ne présentant pas une altération de leur qualité d'origine sont évacuées par un réseau spécifique. Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur les voies de circulation, aires de stationnement, de chargement et déchargement, aires de stockage et autres surfaces imperméables, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes à la norme NF P 16-442 (version novembre 2007) ou à toute autre norme européenne ou internationale. Ils sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du déboureur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à la disposition de l'inspection. Le report de cette opération ne pourra pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont mis à la disposition de l'inspection des installations classées.	La zone d'activité n'est pas raccordée au réseau collectif d'eaux pluviales. Les eaux pluviales de ruissellement du site sont gérées sur la parcelle, conformément au Plan Local d'Urbanisme de la commune. Ces eaux comprennent : - les eaux de ruissellement des toitures : 6265 m ² - les eaux de voiries : 6062 m ² Elles sont infiltrées par puisards. Les eaux de voirie et de stationnement des véhicules transitent par deux séparateurs à hydrocarbures : Parking bureaux (séparateur 1) : - Débit traité = 6 l/s - Volume utile déboureur = 1010 litres - Volume de rétention hydrocarbures = 145 litres Parking personnel (séparateur 2) : - Débit traité = 10 l/s - Volume utile déboureur = 630 litres - Volume de rétention hydrocarbures = 145 litres Les dispositifs sont localisés sur le plan d'ensemble GE 01 03. Ils sont dimensionnés pour respecter les valeurs de l'arrêté :	Conforme	

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
		<ul style="list-style-type: none"> - Matières en suspension totales = 35 mg/l - DCO sur effluent non décanté = 125 mg/l - Hydrocarbures totaux = 5 mg/l <p>Des prélèvements ont été réalisés en sortie de séparateur. Les résultats sont présentés au chapitre rejets aqueux. Les rapports d'analyses sont joints en annexe 25.</p> <p>Coordonnées Lambert 93 pour le prélèvement des eaux de pluie en aval du séparateur 1 : X = 768973,11 ; Y = 6926199,46</p> <p>Coordonnées Lambert 93 pour le prélèvement des eaux de pluie en aval du séparateur 2 : X = 768843,99 ; Y = 6926244,70</p>		
33	Les rejets directs ou indirects d'effluents vers les eaux souterraines sont interdits.	Les eaux usées et sanitaires sont raccordées au réseau d'assainissement public.	Conforme	Sans objet
34	Tous les effluents aqueux sont canalisés. La dilution des effluents est interdite.	L'ensemble des rejets aqueux est canalisé. Aucune dilution n'est effectuée.	Conforme	Sans objet
35	Prescriptions s'appliquant aux rejets aqueux directs au milieu naturel.	Sans objet	Sans objet	Sans objet
36	Valeurs limites de rejet au milieu naturel		Sans objet	Sans objet
37	<p>Raccordement à une station d'épuration collective : Une autorisation de déversement ainsi que, le cas échéant, une convention de déversement sont établies avec la ou les autorités compétentes en charge du réseau d'assainissement et du réseau de collecte.</p> <p>Les valeurs limites de concentration avant raccordement à une station d'épuration urbaine ne dépassent pas :</p> <ul style="list-style-type: none"> - MEST : 600 mg/l ; - DBO5 : 800 mg/l ; - DCO : 2 000 mg/l ; - azote global (exprimé en N) : 150 mg/l ; - phosphore total (exprimé en P) : 50 mg/l. <p>La température des effluents rejetés est inférieure à 30 °C et leur pH est compris entre 5,5 et 8,5 ou 5,5 et 9,5 s'il y a</p>	<p>Les polluants mesurés au niveau des eaux usées sont : température, pH, MEST, DBO5, DCO, azote global, phosphore total, SEH.</p> <p>Les résultats de la dernière campagne d'analyses sont notés dans le tableau joint à la fin du document.</p>	Non conforme	Voir demande de dérogation

ALENA

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
	<p>neutralisation alcaline.</p> <p>Les valeurs limites de rejet peuvent être supérieures aux valeurs ci-dessus si les autorisations et éventuelle convention de déversement l'autorisent et dans la mesure où il a été démontré que le bon fonctionnement des réseaux, des équipements d'épuration et du système de traitement des boues.</p> <p>Pour les polluants autres que ceux réglementés ci-dessus, les valeurs limites sont les mêmes que pour un rejet dans le milieu naturel.</p> <p>Pour le débit, l'autorisation de déversement dans le réseau public fixe la valeur à respecter.</p>			
	Pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, l'exploitant présente dans son dossier les valeurs de concentration auxquelles elles seront rejetées. En tout état de cause, pour les substances y figurant, les valeurs limites de l'annexe IV sont respectées.	Les valeurs sont jointes dans le chapitre « Rejets aqueux » ci-après.	Conforme	Sans objet
38	Surveillance des rejets		-	-
39	Valeurs limites des rejets d'eaux pluviales canalisés	Voir article 32	Conforme	Sans objet
40	<p>Les installations de traitement ou prétraitement sont conçues de manière à faire face aux variations de débit, de température ou de composition des effluents à traiter, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations.</p> <p>Les installations de traitement et/ou de prétraitement sont correctement entretenues. Les principaux paramètres permettant de s'assurer de leur bonne marche sont mesurés périodiquement. Les résultats de ces mesures sont portés sur un registre et conservés dans le dossier de l'installation pendant cinq années.</p> <p>Si une indisponibilité des installations de traitement / prétraitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin l'activité concernée.</p>	<p>Les eaux de voiries du site sont raccordées à des débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures garantissant une limite de rejet de 5 mg/l.</p> <p>Le projet de prétraitement des eaux usées industrielles est en phase appel d'offres. Le démarrage des travaux est prévu avant fin 2016 pour un prétraitement efficace (durée des travaux plus réglages) au plus tard en avril 2017.</p>	<p>Rejets eaux pluviales conformes</p> <p>Rejets eaux usées industrielles non conformes</p>	<p>Arrêté définitif s'appliquant après mise en service du prétraitement joint en annexe 15.</p> <p>Autorisation provisoire de déversement en annexe 14.</p> <p>Réductions à la source de la pollution organique (SEH et DCO plus faibles lors du bilan de juin 2015) par la mise en place de procédures de nettoyage avec raclage.</p> <p>Vérification de la capacité de traitement des rejets actuels par la STEP communale.</p> <p>Voir demande de dérogation</p>
41	Epandage	Sans objet	Sans objet	Sans objet

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
42	II. Equipements frigorifiques et climatiques utilisant les fluides frigorigènes suivants : chlorofluorocarbures (CFC), hydrochlorofluorocarbures (HCFC) et hydrofluorocarbures (HFC). Les fiches d'intervention établies lors des contrôles d'étanchéité ainsi que lors des opérations de maintenance et d'entretien sont conservées par l'exploitant dans un registre par équipement tenu à la disposition de l'inspection.	En complément des installations de réfrigération par ammoniac, la production de froid utilise le R404A. Les installations sont décrites au paragraphe Fluidités. Les fiches d'intervention établies lors des contrôles d'étanchéité et lors des opérations de maintenance et d'entretien sont conservées.	Conforme	Sans objet
43	Rejets à l'atmosphère Les points de rejet dans le milieu naturel sont en nombre aussi réduit que possible. Si plusieurs points de rejet sont nécessaires, l'exploitant le justifie.	Les points de rejets sont localisés sur le plan d'ensemble GE 01 03 joint au dossier. Pour des raisons techniques, chaque four rotatif présente 4 cheminées dont une seule sert à l'évacuation des gaz brûlés, les autres étant destinées à l'arrivée d'air, l'extraction des buées et la hotte aspirante. Au niveau de Florepi 2, la proximité des fours ne permet pas d'envisager l'installation de collecteurs en plenum. Pour les fours rotatifs de FLOREPI 1, la hauteur de plenum est insuffisante pour envisager la mise en place d'un collecteur.	Conforme	Sans objet
44	Les points de mesure et de prélèvement d'échantillons sont aménagés conformément aux conditions fixées dans l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé et équipés des appareils nécessaires pour effectuer les mesures dans des conditions représentatives.	Les cheminées ont été modifiées et des décompteurs de gaz mis en place afin de respecter les conditions de prélèvement prévues à l'arrêté du 7 juillet 2009.	Conforme	Sans objet
45	La hauteur de la cheminée est déterminée conformément aux dispositions de l'annexe II.	Aucune	Sans objet	Sans objet
46	Pour la détermination des flux, les émissions canalisées et les émissions diffuses sont prises en compte. Les méthodes de mesure, prélèvement et analyse de référence en vigueur sont fixées par l'arrêté du 7 juillet 2009 susvisé.	Les prélèvements ont été réalisés conformément aux conditions prévues à l'arrêté du 7 juillet 2009 (Voir synthèse au paragraphe ci-après « rejets atmosphériques »). Les postes de manipulation de produits pulvérulents (farine, cacao...) sont équipés de prises d'aspiration aboutissant à un filtre garantissant un rejet à l'atmosphère inférieur à 2 mg/m ³ .	Conforme	Sans objet

ALENA

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
47	Le débit des effluents gazeux est exprimé en m ³ /h rapportés à des conditions normalisées sur gaz secs. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène de référence de 3 % en volume dans le cas des combustibles gazeux. Les concentrations en polluants sont exprimées en gramme(s) ou milligramme(s) par mètre cube rapporté(s) aux mêmes conditions normalisées.	Les résultats des mesures des rejets atmosphériques sont exprimés conformément à l'article (voir annexe 23).	Conforme	Sans objet
48	Pour les substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les effluents gazeux respectent, selon le flux horaire, les valeurs limites de concentration fixées dans le tableau figurant en annexe V.	Les substances susceptibles d'être rejetées par les installations de cuisson d'une unité de production pâtissière dont le combustible est le propane sont les oxydes d'azotes et les COV. La SNC FLOREPI a souhaité compléter ces analyses par la mesure des rejets en poussières et en dioxyde de soufre, peu susceptibles d'être présents. Les installations de cuisson sont de 2 types sur le site : les fours rotatifs et le four tunnel. Les 8 fours rotatifs étant identiques et utilisés pour les mêmes pâtisseries, les mesures ont été réalisées sur une cheminée. Le flux des polluants est obtenu en multipliant le flux mesuré par 11. Les résultats des mesures des rejets atmosphériques sont présentés dans le paragraphe 12-3- Rejets atmosphériques ci-après et joints en annexe 23 .	Conforme pour la mesure effectuée.	Sans objet
49	L'exploitant démontre dans son dossier qu'il a pris toutes les dispositions nécessaires : - pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents. Lorsqu'il y a des sources potentielles d'odeurs difficiles à confiner, celles-ci sont implantées de manière à limiter la gêne pour le voisinage. - pour éviter l'apparition de conditions anaérobies dans les bassins ou dans les canaux à ciel ouvert.	Dispositions prises pour limiter les odeurs et l'apparition de conditions anaérobies : - Local poubelles régulé en température (+8°C) - Installations de prétraitement prévues pour éviter les dépôts pouvant être à l'origine de fermentation non maîtrisées. - Absence de canaux à ciel ouvert	Conforme	Sans objet

ALENA

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
50	Hors plan d'épandage, toute application de déchets, sous-produits ou effluents sur ou dans les sols est interdite.	Sans objet	Sans objet	Sans objet
51	Emissions sonores	Voir article 5 et rapport de mesures de bruit en limites de propriété en annexe 10 .	Conforme	Sans objet
52	L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise, notamment : - limiter à la source la quantité et la toxicité de ses déchets en adoptant des technologies propres ; - trier, recycler, valoriser ses sous-produits de fabrication ; - s'assurer du traitement ou du prétraitement de ses déchets, notamment par voie physico-chimique, biologique ou thermique - s'assurer, pour les déchets ultimes dont le volume doit être strictement limité, d'un stockage dans les meilleures conditions possibles.	La nature, la quantité et le mode de traitement hors site des déchets produits sont répertoriés dans le tableau ci-après. Les coproduits de fabrication secs sont valorisés dans une filière qui gère intégralement la fin de vie du coproduit dans le respect des règlements de qualité (HACCP,...). Elle se charge des enlèvements et du nettoyage des conteneurs. Les déchets d'emballage non souillés, carton et plastiques, sont séparés et compactés avant enlèvement pour recyclage.	Conforme	Sans objet
53	I. L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques. Les déchets et résidus produits sont stockés dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution. Les stockages temporaires de déchets dangereux sont réalisés sur des cuvettes de rétention protégées des eaux météoriques. II. La quantité de déchets entreposés sur le site ne dépasse pas : - la capacité produite en vingt-quatre heures pour les déchets et sous-produits fermentescibles en l'absence de locaux ou de dispositifs assurant leur confinement et réfrigérés ; - la capacité mensuelle produite un lot normal d'expédition vers l'installation d'élimination. III. Les dispositifs d'entreposage ne sont pas source de gêne ou nuisances pour le voisinage et n'entraînent pas de pollution par ruissellement ou infiltration. Le déversement dans le milieu naturel des trop-pleins des ouvrages d'entreposage est interdit. Les ouvrages d'entreposage à l'air libre sont interdits d'accès aux tiers non autorisés.	La mise en place d'un compacteur pour ces déchets a permis un gain de place au niveau du stockage, une baisse de la fréquence d'enlèvement et une étanchéité du stockage. Les huiles minérales sont enlevées par une entreprise agréée pour recyclage ou valorisation énergétique.	Conforme	Sans objet

ALENA

ARTICLE	PRESCRIPTIONS	JUSTIFICATIONS	CONFORMITE	MESURES COMPENSATOIRES
54	Les déchets qui ne peuvent pas être valorisés sont éliminés dans des installations réglementées conformément au code de l'environnement. L'exploitant met en place un registre caractérisant et quantifiant tous les déchets dangereux générés par ses activités (nature, tonnage, filière d'élimination, etc.). Il émet un bordereau de suivi dès qu'il remet ces déchets à un tiers. Tout brûlage à l'air libre est interdit.		Conforme	Sans objet
55, 56	Surveillance des rejets	Voir tableau ci-après	Conforme	Sans objet
57	Impact sur les eaux de surfaces	Sans objet	Sans objet	Sans objet
58	Cas où l'exploitation de l'installation entraînerait l'émission directe ou indirecte de polluants figurant aux annexes de l'arrêté du 17 juillet 2009.	Sans objet	Sans objet	Sans objet
59	Déclaration annuelle	Sans objet	Sans objet	Sans objet

16.2 REJETS AQUEUX

16.2.1 Eaux usées sanitaires

Le flux de pollution provenant des eaux usées sanitaires a été mesuré sur une durée de 24 heures pour le site de Florepi.

Convertis en habitants équivalents, ils représentent la pollution suivante :

Paramètre	Correspondance en EH*
MES	11
DCO	13
DBO5	12
NTK	94
Phosphore Total PT	37

*EH : Habitant Equivalent

Conclusion : le flux de pollution correspondant aux eaux sanitaires est négligeable par rapport au flux de pollution des eaux industrielles.

16.2.2 Eaux usées industrielles – situation actuelle

Les principales caractéristiques des effluents industriels du site étudié sont

- Une bonne biodégradable,
- Une carence en azote et phosphore,
- Une part importante de DCO soluble et de MES,
- La présence d'azote sous forme NTK.

Actuellement, les eaux usées industrielles de la SNC FLOREPI sont dirigées vers la station d'épuration communale sans prétraitement efficace. Ces rejets font l'objet d'une autorisation de déversement provisoire de la commune jointe en **annexe 14**.

Un bilan de la charge polluante rejetée par les eaux industrielles de la SNC FLOREPI et de la charge polluante hors rejets Florepi reçue par la station communale a été fait en octobre 2015.

Bilan de la capacité de la station communale :

La station d'épuration a été dimensionnée pour une capacité de **5100 Habitants Equivalents (EH)**.

Les flux de pollution arrivant du bourg, hors rejets provenant de Florepi, ont été mesurés :

Polluant	COMMUNE	
	Charge de pollution hors ZAC mesurée arrivant à la STEP en EH*	EH*disponibles pour la ZAC
MES	2089	3011
DCO	2186	2914
DBO5	3153	3258
NTK	3153	1948
PT	1706	3394

*EH : Habitant Equivalent

Rejets Florepi :

Le point de prélèvement sur le site de Florepi se situe au niveau du regard en amont du bac dégraisseur existant ; coordonnées Lambert 93 :

X = 768931,30

Y = 6926171,42

Les résultats de la campagne de mesures sont récapitulés ci-dessous :

Débit journalier = 41,18 m³/j

pH = 6,3

Polluant	FLOREPI			EH* disponibles
	Concentration (mg/l)	Flux (kg/j)	Correspondance en EH*	
MES	1800	74,13	1059	3011
DCO	7052	290	2420	2914
DBO5	3310	136	2272	3258
NTK	56	2,31	231	1948
PT	8,6	0,35	177	3394

*EH : Habitant Equivalent

Le critère le plus contraignant à considérer est la matière organique, se traduisant par une DCO, une DBO5 et un taux de MES élevés.

Les résultats montrent aussi que la station est actuellement capable de traiter les rejets de la SNC FLOREPI.

16.2.3 Rejets eaux usées industrielles en sortie de prétraitement

Les eaux usées industrielles de la SNC FLOREPI seront :

- neutralisées à un pH compris entre 5,5 et 8,5
- ramenées à une température inférieure ou au plus égale à 30°C

Elles seront exemptes de matières ou de substances susceptibles d'endommager le système de collecte, la station d'épuration et leurs équipements connexes.

Paramètre	VLE (Projet de convention de rejets)	Périodicité des mesures	Traitement prévu
Température	Inférieure ou égale à 30°C	Journallement	Régulation avant rejet (totalement fonctionnel fin 2017)
pH	Compris entre 5,5 et 8,5	Journallement	
Débit moyen	40 m³/j	Journallement	
Débit de pointe	55 m³/j		
	Flux maximum journaliers (kg/j)		
DCO	120	Trimestrielle	Prétraitement permettant le respect des valeurs : début des travaux avant fin 2016, équipements totalement fonctionnels fin 2017. Puis rejet en station d'épuration collective communale
DBO5	54	Trimestrielle	
MES	20	Trimestrielle	
NTK	5	Semestrielle	
Phosphore total PT	2	Semestrielle	
SEH	-	Annuelle	

16.2.4 Installations de prétraitement projetées

Les différentes étapes du traitement projeté sont les suivantes :

- Dégrillage
- Relevage
- Stockage et homogénéisation
- Conditionnement chimique des effluents
- Séparation par aéroflottation
- Auto surveillance du rejet
- Stockage des boues pour traitement en centre extérieur

Un dégrilleur de 1cm automatique sera installé afin d'éviter des dépôts grossiers dans le bassin tampon. Ce dernier permettra de lisser les débits et les charges de pollution pour l'entrée dans le prétraitement. Une aération par hydroéjecteur évitera les dépôts en fond d'ouvrage et ainsi toute fermentation.

Les effluents seront ensuite transférés vers le traitement physico-chimique. Un débitmètre électromagnétique placé au refoulement des pompes peut permettre de réguler le débit au moyen d'une vanne.

Pour réduire la taille des installations, il est envisagé un fonctionnement continu avec un débit de traitement de 2,5m³/h sur une durée de 16h/j.

Une injection d'acide ou de soude sera prévue et asservie à un pHmètre pour garantir un pH proche de la neutralité nécessaire aux étapes de coagulation/floculation.

Un deuxième mode de fonctionnement peut être envisagé avec un traitement 5 j/7 et stockage de l'eau traitée pour un rejet 7j/7.

En amont du flottateur, deux cuves de conditionnement seront mise en place :

- Un bac de coagulation équipé d'un agitateur et d'une pompe doseuse pour l'injection de coagulant,
- Un bac de floculation équipé d'un agitateur et d'une pompe doseuse pour l'injection de floculant.

Les effluents floculés se déverseront gravitairement dans un aéroflottateur. Ce procédé permet un transfert des floes sur la partie supérieure du flottateur à l'aide de microbulles d'air produites par un système de pressurisation (eau recyclée prise en sortie d'appareil).

Les graisses et floes produits se rassemblent à la surface et sont collectées au moyen d'un racleur automatique. Les flottants récupérés à la surface sont envoyés vers une cuve de stockage des boues.

Des essais de traitabilité ont été réalisés en laboratoire pour estimer la quantité de boues produites correspondant, en situation industrielle, à un volume de boues de l'ordre de 1 m³/j pour 47kg/j de MES retenues.

Une cuve de stockage est préconisée pour une capacité de stockage de 15 jours avec récupération des surnageants afin de diminuer le volume de graisses à éliminer.

16.2.5 Eaux pluviales

La zone d'activité n'est pas raccordée au réseau collectif d'eaux pluviales.

Les eaux pluviales de ruissellement du site sont gérées sur la parcelle, conformément au Plan Local d'Urbanisme de la commune.

Ces eaux comprennent :

- les eaux de ruissellement des toitures : 6265 m²
- les eaux de voiries : 6062 m²

Elles sont infiltrées par puits.

Les eaux de voirie et de stationnement des véhicules transitent par deux séparateurs à hydrocarbures parking direction et parking personnel.

Les analyses des prélèvements effectués en sortie des séparateurs respectent les valeurs de l'article 32 de l'arrêté du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2220 :

PARAMETRE	PARKING DIRECTION	PARKING PERSONNEL	SEUILS
MES	< 2 mg/l	5,3 mg/l	35 mg/l
DCO	< 30 mg/l	< 30 mg/l	125 mg/l
HYDROCARBURES	<0,10 mg/l	<0,10 mg/l	5 mg/l

16.3 REJETS ATMOSPHERIQUES

Les points de rejets analysés sont localisés sur le plan d'ensemble EG 01 03 joint au dossier.

Les rejets atmosphériques ont été mesurés pour les polluants susceptibles d'être présents :

- oxydes d'azote (NOx), composés organiques volatils totaux (COVT), dioxyde de soufre (SO₂) et poussières pour les fours de cuisson,
- oxydes d'azote (NOx) pour la chaudière.

Les valeurs sont déterminées pour les conditions suivantes :

- gaz sec
- pression 101,3 kPa
- température 273°K
- 3 % en volume d'oxygène.

Les fours rotatifs sont strictement identiques et utilisés pour la cuisson de produits identiques sur chacune des lignes. Les mesures ont donc été effectuées sur un four de chacune des deux lignes de production et sur le four tunnel (appelé four à tartes dans le rapport DEKRA joint **en annexe 23**). Les flux horaires totaux ont ensuite été obtenus par extrapolation des résultats pour les fours rotatifs d'une part de Florepi 1 et d'autre part de Florepi 2.

Le flux global correspond à la somme des flux totaux. Il est présenté en bas de chaque tableau pour le polluant considéré.

Vitesse moyenne d'éjection des gaz :

Chaudières : 2,3 m/s
 Four rotatif Florepi 1 : 0,63 m/s
 Four rotatif Florepi 2 : 0,90 m/s
 Four tunnel (tartes): 3,7 m/s

Oxydes d'azote NOx :

Polluant	Installation	Concentrations en mg/Nm ³	Flux en g/h	Flux totaux en g/h
NOx	Chaudière	152	41,4	41,4
	Four rotatif Florepi 1	80,6	2,7	8,1
	Four rotatif Florepi 2	83,2	3,9	31,2
	Four tunnel (tartes)	23,1	41,7	41,7
FLUX GLOBAL				122,4

La chaudière est utilisée pour alimenter le process en eau chaude. Les concentrations sont très inférieures au seuil de 400 mg/Nm³, même en tenant compte d'un écart possible des résultats.

Composés organiques volatils totaux COVT :

Polluant	Installation	Concentrations en mg/Nm ³	Flux en g/h	Flux totaux en g/h
COVT	Four rotatif Florepi 1	6,9	0,23	0,69
	Four rotatif Florepi 2	4,4	0,21	1,68
	Four tunnel (tartes)	28,8	51,8	51,8
FLUX GLOBAL				54,7

Le flux global en composés organiques volatils totaux est inférieur au seuil de 0,1 kg/h (le plus contraignant) à partir duquel les concentrations en composés organiques volatils spécifiques s'appliquent.

Dioxyde de soufre SO₂ :

Polluant	Installation	Concentrations en mg/Nm ³	Flux en g/h	Flux totaux en g/h
SO₂	Chaudière	1,2	0,33	0,33
	Four rotatif Florepi 1	0,76	0,025	0,075
	Four rotatif Florepi 2	1,2	0,055	0,44
	Four tunnel (tartes)	0,63	0,35	0,35
FLUX GLOBAL				1,19

Les flux des rejets en en dioxyde de soufre sont faibles et les concentrations très inférieures à la limite de 35 mg/Nm³.

Poussières :

Polluant	Installation	Concentrations en mg/Nm ³	Flux en g/h	Flux totaux en g/h
Poussières	Four rotatif Florepi 1	0,46	0,014	0,042
	Four rotatif Florepi 2	0,27	0,013	0,104
	Four tunnel (tartes)	0,45	0,22	0,22
FLUX GLOBAL				0,37

Les flux des rejets en poussières sont faibles et les concentrations inférieures à la limite de 5 mg/Nm³.

16.4 DECHETS

Les déchets présentés dans le tableau de synthèse ci-dessous sont référencés selon la liste de codification des déchets (Annexe II de l'article R. 541-8 du CE).

Désignation	Code des déchets (art. R541-8 du code de l'environnement)	Nature des déchets	Production totale maximale annuelle	Mode de traitement hors site
Déchets non dangereux				
Déchets non spécifiés dans la nomenclature	02 06 99	Rebuts de fabrication	150 tonnes	Recyclage en interne : pâte en cours de fabrication
Matières impropres à la consommation ou à la transformation	02 06 01	Coproduits de fabrication secs	73 tonnes	Fabrication d'aliments pour animaux Déshydratation
Emballages en papier / carton	15 01 01	Carton	78 tonnes	Valorisation matière
Emballages en matières plastiques	15 01 02	Contenants et film étirable	11 tonnes	Valorisation matière
Autre fraction non spécifiée ailleurs	20 01 99	Seaux plastiques souillés de crème, gants, charlottes...	342 tonnes	Enfouissement en Installation de Stockage des Déchets Non Dangereux (ISDND) de classe 1.
Déchets dangereux				
Emballages contenant des résidus de substances dangereuses ou contaminés par de tels résidus	15 01 10	Bidons vides de produits inflammables (arômes) et produits d'entretien	Environ 650 unités	Plateforme de regroupement R12* en vue de valorisation R1 à R11*.

* classement de l'annexe I de la directive 2008/98/CE du 19/11/08 relative aux déchets.

17 ANNEXES 2 ET SUIVANTES

2. EXTRAIT DU BILAN FINANCIER DE LA SOCIETE
3. REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME S'APPLIQUANT AU POLE D'ACTIVITES DE GUIGNICOURT
4. FICHE SYNTHETIQUE DE L'UNITE HYDROGRAPHIQUE AISNE VESLE SUIPPE
5. FICHE SYNTHETIQUE DE LA Z.N.I.E.F.F. DU COURS DE LA SUIPPE
6. FICHE SYNTHETIQUE DE LA Z.N.I.E.F.F. DU LIT MINEUR DE L' AISNE
7. CONTRAT D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS
8. PLAN GENERAL DES STOCKAGES ET QUANTITES STOCKEES
9. CONTRATS D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE L'OUTIL DE PRODUCTION
10. RAPPORT DE MESURES DE BRUIT EN LIMITES DE PROPRIETE
11. CARTE LOCALISANT LES ZONES REGLEMENTEES PAR DES ARRETES DE RESTRICTION D'EAU
12. CONSIGNES DE NETTOYAGE
13. RAPPORT DE VERIFICATION ELECTRIQUE
14. AUTORISATION PROVISoire DE REJET DES EAUX USEES INDUSTRIELLES
15. ARRETE DE D'AUTORISATION DE DEVRSEMENT - CONVENTION DE REJETS DES EAUX USEES INDUSTRIELLES (PROJET)
16. PROCEDURE « STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX »
17. PROCEDURES ET CONSIGNES DE MAINTENANCE
18. RECEPISSE DECLARATION RD/2012/152
19. AVIS SDIS – CONFORMITE DE LA RESERVE INCENDIE
20. CONSIGNES INCENDIE
21. PLAN ET LISTE DES EQUIPEMENTS DE DETECTION INCENDIE
22. NOTICES TECHNIQUES DES SEPARATEURS A HYDROCARBURES
23. MESURES DES REJETS ATMOSPHERIQUES : SYNTHESE DES RESULTATS
24. CONFORMITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES A L'ARTICLE 17 DE L'ARRETE DU 14/12/2013
25. ANALYSE DES EAUX PLUVIALES
26. MODELISATION DES FLUX THERMIQUES
27. DEFINITION DES ZONES ATEX
28. BON DE COMMANDE DU MATERIEL CONFORME AUX ZONES ATEX
29. DESCRIPTION DES TROURS AEROREFRIGERANTES

ANNEXE

2. EXTRAIT DU BILAN FINANCIER DE LA SOCIETE

ANNEXE

3. REGLEMENT DU PLAN LOCAL D'URBANISME S'APPLIQUANT AU POLE D'ACTIVITES DE GUIGNICOURT

ANNEXE

4. FICHE SYNTHETIQUE DE L'UNITE HYDROGRAPHIQUE AISNE VESLE SUIPPE

ANNEXE

5. FICHE SYNTHETIQUE DE LA Z.N.I.E.F.F. DU COURS DE LA SUIPPE

ANNEXE

6. FICHE SYNTHETIQUE DE LA Z.N.I.E.F.F. DU LIT MINEUR DE L' AISNE

ANNEXE

7. CONTRAT D'ENTRETIEN DES ESPACES VERTS

ANNEXE

8. PLAN GENERAL DES STOCKAGES ET QUANTITES STOCKEES

ANNEXE

9. CONTRATS D'ENTRETIEN PERIODIQUE DE L'OUTIL DE PRODUCTION

ANNEXE

10. RAPPORT DE MESURES DE BRUIT EN LIMITES DE PROPRIETE

ANNEXE

11. CARTE LOCALISANT LES ZONES REGLEMENTEES PAR DES ARRETES DE RESTRICTION D'EAU

ANNEXE

12. CONSIGNES DE NETTOYAGE

ANNEXE

13. RAPPORT DE VERIFICATION ELECTRIQUE

ANNEXE

14. AUTORISATION PROVISOIRE DE REJET DES EAUX USEES INDUSTRIELLES

ANNEXE

15. ARRETE DE D'AUTORISATION DE DEVRSEMENT - CONVENTION DE REJETS DES EAUX USEES INDUSTRIELLES (PROJET)

ANNEXE

16. PROCEDURE « STOCKAGE DES PRODUITS DANGEREUX »

ANNEXE

17. PROCEDURES ET CONSIGNES DE MAINTENANCE

ANNEXE

18. RECEPISSE DECLARATION RD/2012/152

ANNEXE

19. AVIS SDIS – CONFORMITE DE LA RESERVE INCENDIE

ANNEXE

20. CONSIGNES INCENDIE

ANNEXE

21. PLAN ET LISTE DES EQUIPEMENTS DE DETECTION INCENDIE

ANNEXE

22. NOTICES TECHNIQUES DES SEPARATEURS A HYDROCARBURES

ANNEXE

23. MESURES DES REJETS ATMOSPHERIQUES : SYNTHESE DES RESULTATS

ANNEXE

24. CONFORMITE DES INSTALLATIONS ELECTRIQUES A L'ARTICLE 17 DE L'ARRETE DU 14/12/2013

ANNEXE

25. ANALYSE DES EAUX PLUVIALES

ANNEXE

26. MODELISATION DES FLUX THERMIQUES

ANNEXE

27. DEFINITION DES ZONES ATEX

ANNEXE

28. BON DE COMMANDE DU MATERIEL CONFORME AUX ZONES ATEX

ANNEXE

29. DESCRIPTION DES TROURS AEROREFRIGERANTES